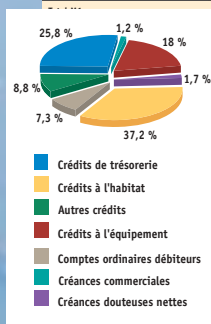




Bulletin trimestriel

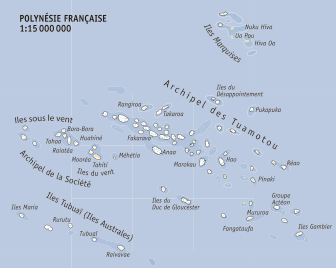
Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
M1							
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
	117 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
	-	368	760	368	392	106,6 %	
	108 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 114	1,2 %	- 14,8 %
	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 150 - Statistiques au 31/03/2012

POLYNÉSIE FRANÇAISE
1:15 000 000



Polynésie française

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, observatoire des tarifs bancaires, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

Sommaire

Synthèse	4
Annexes	8
Méthodologie	8
1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	10
1.1 La masse monétaire	10
1.2 La circulation fiduciaire	11
1.3 Les contreparties de la masse monétaire	11
2. Les avoirs financiers des agents économiques	12
2.1 Les avoirs des ménages	13
2.2 Les avoirs des sociétés	15
2.3 Les avoirs par nature	16
3. L'endettement des agents économiques	17
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	17
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	21
4. Le financement des crédits bancaires	23
4.1 L'équilibre emplois- ressources	23
4.2 Le réescompte	23
5. Les engagements sectoriels	24
6. Les indicateurs de vulnérabilité	26
7. Rappel des taux	26
7.1 Les taux règlementés	26
7.2 Les principaux taux de marché	26
7.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises	27
7.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers	27
7.5 Taux de l'usure	27

Synthèse

Evolution monétaire et financière internationale

Début 2012, l'économie mondiale redémarre progressivement, mais la reprise est fragile, extrêmement inégale selon les régions et pourrait bien être compromise par la crise de la zone euro, selon la dernière édition des Perspectives économiques de l'OCDE.

Au premier trimestre, la croissance américaine, bien que positive à 0,5 %, diminue de 0,2 point par rapport au trimestre précédent, en raison d'une baisse des investissements des entreprises et des dépenses de l'état et malgré l'accélération de la demande des ménages. Parallèlement, le taux d'épargne est en recul, chutant de 4,5% sur les trois derniers mois de 2011 à 3,9 % au premier trimestre 2012.

En Asie, le Japon renoue avec la croissance au premier trimestre 2012, à 1 %, après un recul de 0,5 % en 2011. La poursuite des efforts de reconstruction devrait stimuler temporairement l'activité et les exportations pourraient bénéficier de la croissance mondiale et de la dépréciation attendue du Yen. En Chine, la croissance est essentiellement imputable à l'investissement, public et privé. Au premier trimestre 2012, la croissance chinoise s'est ralentie à 8,1 % sur un an, soit le niveau le plus bas depuis le deuxième trimestre 2009. Sont en cause la faiblesse des exportations et le ralentissement du secteur de la construction.

Bien qu'ayant décéléré par rapport à la crête observée au lendemain de la crise, la croissance des pays en développement de la région Asie de l'Est et Pacifique reste forte.

Au premier trimestre 2012, l'activité économique de la zone euro s'est stabilisée à un faible niveau après une baisse du PIB de 0,3 % au quatrième trimestre 2011. La consommation des ménages est restée stable et les exportations ont quant à elles progressé de 1 %. La confiance des entreprises et des ménages est tenue, les marchés de capitaux sont tendus et les conséquences négatives de l'assainissement budgétaire sur la croissance à court terme risquent d'être lourdes, particulièrement dans les pays les plus durement touchés par la crise.

Avec les replis d'activité enregistrés au premier trimestre 2012, le nombre de pays entrant en récession technique¹ s'accroît, un phénomène qui touche évidemment la zone euro mais aussi le Royaume-Uni. Exception au sein d'une Europe

déprimée, l'économie allemande a renoué avec la croissance au premier trimestre 2012 (+ 0,5 % sur le trimestre), grâce notamment aux exportations et à la consommation des ménages. Le niveau de l'activité économique n'a quasiment pas évolué en France au cours des quatre derniers trimestres (+ 0,3 % sur un an). Le premier trimestre 2012 est resté dans cette tonalité, la croissance restant atone. Le taux de chômage en France a progressé de 0,3 point au premier trimestre 2012 pour atteindre 10 % de la population active en France entière (DOM compris) et 9,6 % en seule métropole.

Le marché interbancaire enregistre un repli au premier trimestre 2012. Selon le rapport trimestriel de juin 2012 de la Banque des règlements internationaux, les banques ont enregistré le plus fort recul de leurs créances internationales depuis celui qui avait suivi la chute de Lehman Brothers au quatrième trimestre 2008. Ce repli est imputable notamment à la réduction de l'exposition des banques internationales aux établissements financiers de la zone euro.

Lors de sa réunion du 6 juin 2012, le Conseil des Gouverneurs de la BCE a décidé de laisser son taux directeur inchangé (à 1%). Il a par ailleurs décidé de continuer à conduire ses opérations principales de refinancement sous la forme d'appels d'offres à taux fixe, la totalité des soumissions étant servie, « aussi longtemps que nécessaire et au moins jusqu'au 15 janvier 2013 ». M. Draghi, Président de la BCE, a souligné lors de sa conférence de presse que « la croissance économique reste faible dans la zone euro, dans un contexte de renforcement de l'incertitude qui pèse sur la confiance et le climat, entraînant une accentuation des risques à la baisse sur les perspectives économiques ».

Les annonces successives de mauvais résultats macroéconomiques continuent de se répercuter sur les marchés de matières premières. Toutes les familles de produits sont concernées et d'abord le pétrole qui, pour la première fois depuis janvier 2011, passe sous la barre des 100 \$ au 1^{er} juin 2012. Les cours pourraient continuer leur repli au second semestre car à la faiblesse de la demande, résultat de l'essoufflement des économies européenne, américaine et chinoise, s'ajoute un accroissement de l'offre. Les douze États membres de l'Opep se réunissent le 14 juin 2012, la réduction des quotas sera probablement évoquée.

¹ Deux trimestres consécutifs de contraction du PIB

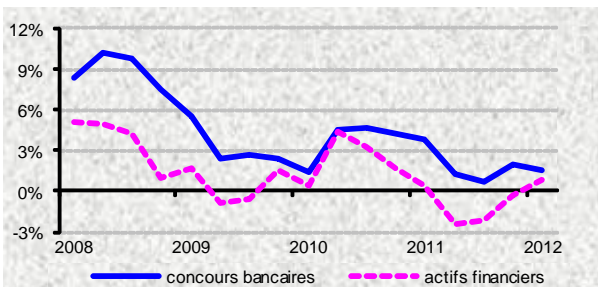
Fléchissement de l'activité des banques polynésiennes sur le trimestre

Malgré des signes de reprise à fin 2011, l'activité des banques locales demeure atone au cours du premier trimestre 2012. D'une part, les actifs financiers des agents économiques se contractent, sous l'impulsion des entreprises en proie à des tensions de trésorerie. D'autre part, l'encours brut des crédits s'inscrit en repli, en raison d'une faible production de crédits. Ces indicateurs affichent néanmoins une orientation favorable en glissement annuel.

La dégradation de la sinistralité du portefeuille des banques locales marque une pause au cours du premier trimestre 2012. Toutefois, le déclassement des créances impayées continue sa progression en glissement annuel, et se traduit par un niveau des créances douteuses élevé.

En repli sur le trimestre, la masse monétaire M3 enregistre une progression sensible sur l'année, à la faveur du rapatriement en Polynésie française de placements financiers détenus hors du territoire à la fin 2011.

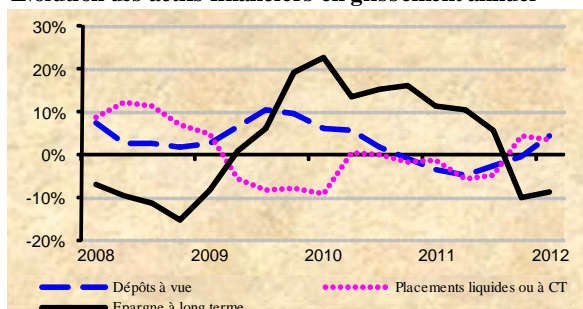
Evolution en glissement annuel



Recul des actifs financiers sur le trimestre mais hausse sur l'année

Au 31 mars 2012, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques polynésiens s'élève à 484,1 milliards de F CFP. En dépit d'une baisse de 0,5 % sur les trois derniers mois, l'encours global augmente de 0,8 % en rythme annuel. Les dépôts à vue (+ 4,1 %) et les placements liquides ou à court terme (+ 3,2 %) enregistrent une progression de leurs encours en glissement annuel, malgré une baisse trimestrielle (respectivement -0,3 % et -2,2 %). A l'inverse, l'épargne à long terme recule de 9 % sur l'année, mais progresse sur trois mois (+ 3,5 %).

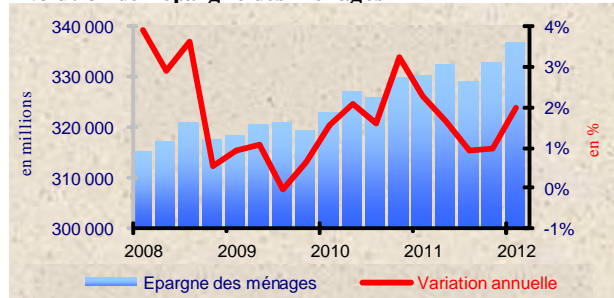
Evolution des actifs financiers en glissement annuel



Hausse des actifs financiers des ménages

Les avoirs financiers des ménages s'inscrivent en hausse de 1,2 % sur le trimestre et de 2 % sur un an.

Evolution de l'épargne des ménages

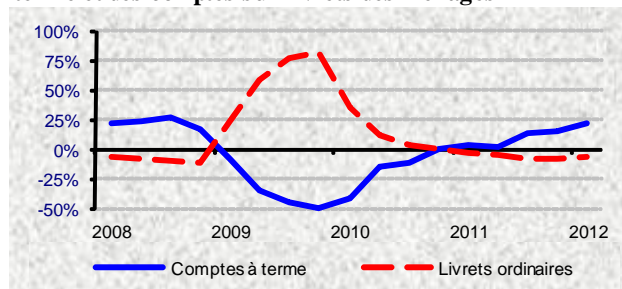


Cette évolution résulte notamment de la progression de l'épargne à long terme des ménages (+ 3,5 % sur le trimestre et + 4 % sur un an) ainsi que des placements liquides ou à court terme (+ 0,8 % sur le trimestre et + 2 % sur un an).

Dans le détail, les épargnants privilégient les produits à long terme tels que les contrats d'assurance vie (+ 2,8 % sur le trimestre, + 5 % sur un an) et les plans d'épargne logement (+ 5,5 % sur le trimestre, + 9 % sur un an).

A la faveur d'un taux de rémunération plus attractif, les comptes à terme des ménages progressent de 4,2 % sur le trimestre (+ 22 % sur un an) au détriment des comptes sur livrets (- 1,1 % sur le trimestre, - 7 % sur un an) et des dépôts à vue (- 1 % sur le trimestre et sur l'année).

Taux de croissance annuel des comptes à terme et des comptes sur livrets des ménages

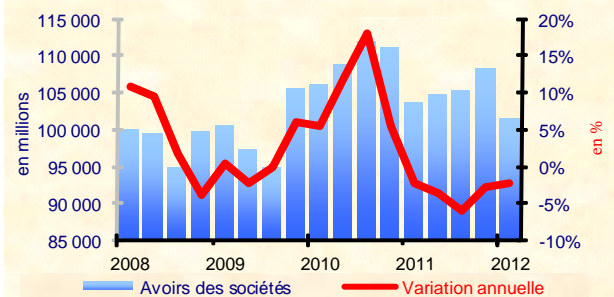


Recul des actifs financiers des sociétés

Les avoirs financiers des sociétés affichent un repli de 6,2 % sur le trimestre, en lien avec la baisse des dépôts à vue (- 4,6 %) et des placements liquides ou à court terme (- 8,9 % imputable aux dépôts à terme et aux certificats de dépôts)

Le recul des actifs sur l'année (- 2 %) résulte de la baisse sensible des dépôts à terme (- 14 %, en raison des arbitrages réalisés par certains acteurs) compensée en partie par la hausse des dépôts à vue (+ 7 %) et des certificats de dépôts.

Evolution des actifs financiers des sociétés



Relative stabilité des actifs financiers des autres agents

Les avoirs financiers des autres agents demeurent relativement stables tant sur le trimestre que sur l'année. Dans le détail, le premier trimestre 2012 est marqué par une augmentation des dépôts à vue au détriment des dépôts à terme, qui ont fortement progressé sur l'année sous l'effet de la relocalisation sur la place bancaire polynésienne d'avoirs financiers détenus à l'étranger.

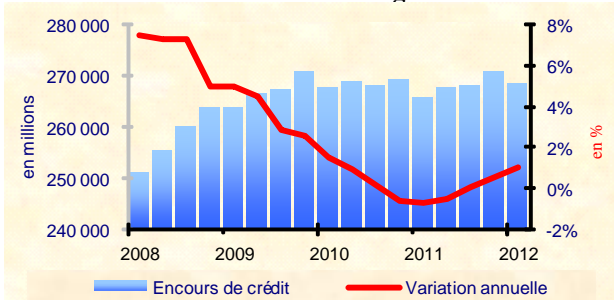
Recul de l'encours de crédit sur le trimestre

Au 31 mars 2012, l'encours brut des crédits de l'ensemble des établissements de crédit s'élève à 620 milliards de F CFP, en baisse de 0,3 % sur le trimestre et en hausse de 1,5 % en glissement annuel. Pour sa part, l'encours sain des agents économiques observe la même évolution sur cette période (-0,2 % sur le trimestre et +0,7 % sur un an).

Recul de l'encours sain des ménages sur le trimestre

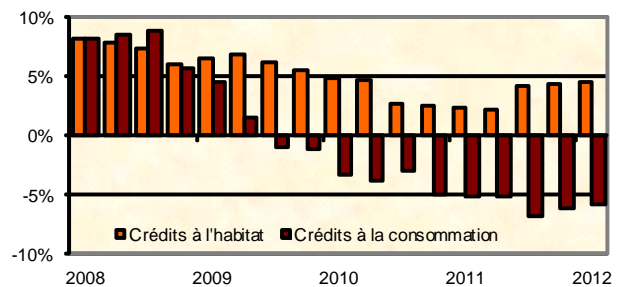
L'encours sain des crédits aux ménages totalise 268,4 milliards de F CFP au 31 mars 2012, enregistrant un repli de 0,8 % sur le trimestre et une hausse de 1 % sur l'année.

Evolution de l'endettement des ménages



L'endettement des ménages repose essentiellement sur les crédits à l'habitat (64 % de leurs crédits). Dans un contexte de taux d'intérêt bas, l'encours des prêts immobiliers progresse de 0,2 % sur le trimestre et de 4,5 % en un an. A l'inverse, l'encours des crédits à la consommation ne cesse de se replier depuis un an (-2,9 % en trois mois et -5,8 % en glissement annuel), résultant d'une production atone.

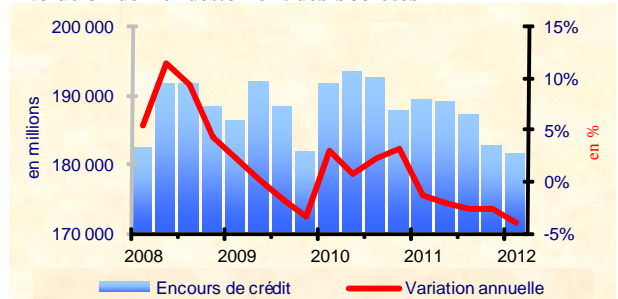
Crédits à l'habitat et crédits à la consommation des ménages (croissance en glissement annuel)



Contraction de l'encours sain des entreprises

L'encours sain des crédits aux entreprises s'établit à 181,4 milliards de F CFP à fin mars 2012, en baisse de 0,2 % sur le trimestre et de 4 % en un an.

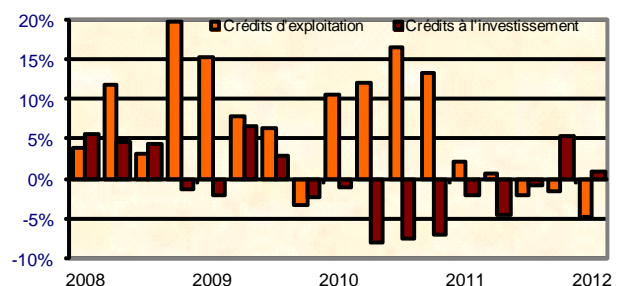
Evolution de l'endettement des sociétés



Les crédits d'exploitation, stables sur le trimestre, reculent de 4,7 % sur l'année, à la suite d'une baisse générale de ses composantes, notamment des crédits de trésorerie (-7,2 % sur un an).

Les crédits d'investissement enregistrent un repli de 1 % sur le trimestre, et une hausse de 0,8 % sur l'année, grâce à la légère reprise des crédits d'équipements.

Crédits d'exploitation et crédits d'investissement des entreprises (croissance en glissement annuel)



Croissance des crédits aux collectivités locales

Seul l'encours sain des crédits aux collectivités locales observe une croissance sur le trimestre (+0,6 %, et +7,5 % en glissement annuel). L'encours nouveau porte à la fois sur le financement de l'investissement et des besoins de trésorerie de cette clientèle.

Baisse du coût du crédit aux entreprises

En 2012, l'enquête sur le coût du crédit, réalisée par l'IEOM auprès des établissements de crédit de la place, a fait l'objet d'une refonte, dont la principale modification porte sur la déclaration des utilisations de découverts et de crédits permanents en lieu et place de leurs autorisations.

A l'issue de l'enquête réalisée en janvier-février 2012, il ressort une baisse de la plupart des conditions débitrices pour les entreprises. Les taux moyens pondérés des crédits à court terme diminuent de 55 à 90 points de base en glissement annuel, alors que le taux des crédits à moyen et long termes demeure stable.

Pour les particuliers, les taux moyens des prêts immobiliers et des prêts personnels d'un montant inférieur à 181 920 F CFP reculent respectivement de 32 et 253 points de base par rapport à l'enquête de janvier-février 2010. Le taux moyen des prêts personnels d'un montant supérieur à 181 920 F CFP demeure stable, alors que le taux moyen des découverts progresse sur un an (+ 173 pb).

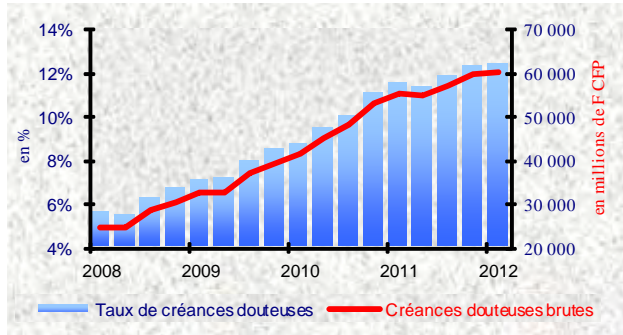
Progression des engagements sur le trimestre (+ 0,5 %), imputable aux autres services et à l'hôtellerie-restauration

L'analyse de la centrale des risques laisse apparaître au premier trimestre 2012 une hausse significative des engagements en faveur des autres services (+ 3%) et de l'hôtellerie (+ 12,5 %). A l'inverse, les secteurs de l'industrie (- 6 %) et du commerce (- 1,6 %) enregistrent un recul de leurs encours.

Stabilité du taux de sinistralité des agents économiques polynésiens sur le trimestre

La qualité des risques des établissements de crédit polynésiens se maintient au 31 mars 2012, avec un niveau de créances douteuses brutes stable à 60 milliards de F CFP, après deux trimestres de hausse continue (+ 9 % en glissement annuel). Les créances douteuses et litigieuses représentent 12,4 % de l'encours brut total des banques polynésiennes (contre 11,5 % en mars 2011). Pour sa part, le taux de provisionnement s'affiche à 48,8 % (+ 0,8 point sur le trimestre et - 2,1 points sur un an).

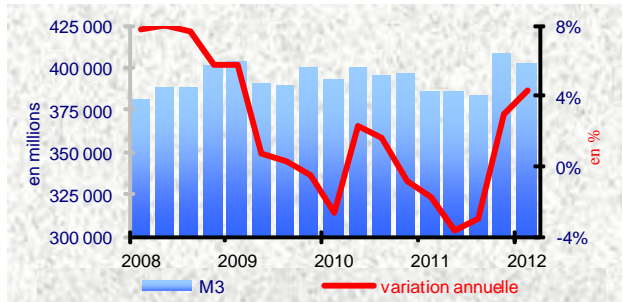
Evolution des créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux



Recul de la masse monétaire sur le trimestre

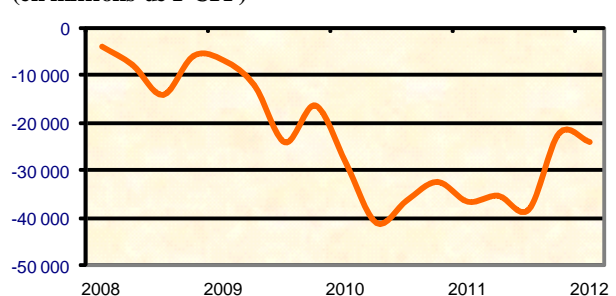
S'établissant à 401,8 milliards de F CFP au 31 mars 2012, la masse monétaire M3 s'affiche en repli de 1,4 % sur le trimestre, en lien avec la diminution des placements liquides ou à court terme.

Evolution de la masse monétaire M3



Pour financer les crédits octroyés à leur clientèle, les banques locales sollicitent des ressources financières de leurs maisons-mères, mais dans une proportion moindre que les trimestres précédents. Leurs engagements hors zone (HZE) reculent de 3,1 % sur le trimestre. Toutefois, leurs avoirs hors zone diminuent plus fortement (- 4,8 % sur le trimestre). Dans ces conditions, le déséquilibre de la position extérieure nette du système bancaire local se creuse de 8,4 % sur le trimestre. Celle-ci s'établit à -24,1 milliards de F CFP contre - 22,3 milliards de F CFP au 31 décembre 2011 (- 36,8 milliards en mars 2011).

Position extérieure nette du système bancaire (en millions de F CFP)



Annexes

Méthodologie

Les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) et les établissements de crédit hors de la zone d'émission (ECHZE).

Conformément à la méthodologie appliquée par la Banque de France et énoncée par le FMI, l'IEOM distingue deux types d'établissement de crédit en fonction du secteur émetteur de monnaie. Par construction, les établissements de crédit résidents de la zone d'émission (ECZE) sont ceux disposant d'un guichet dans la zone monétaire et dont l'activité est de recevoir des dépôts et qui, pour leur propre compte, consentent des crédits. Les établissements intervenant depuis la métropole sans aucune implantation locale, ou ayant une représentation locale mais qui pour des questions d'organisation n'identifient pas chacune de leurs implantations par l'attribution d'un guichet, sont considérés comme établissements de crédit hors de la zone d'émission (ECHZE).

1) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors de la collectivité.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels. Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

2) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (ECZE et ECHZE) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE).

Les principaux établissements de crédit hors de la zone d'émission et intervenant dans la collectivité sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Conjoncture financière et bancaire

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

3) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2,5 millions de F CFP de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

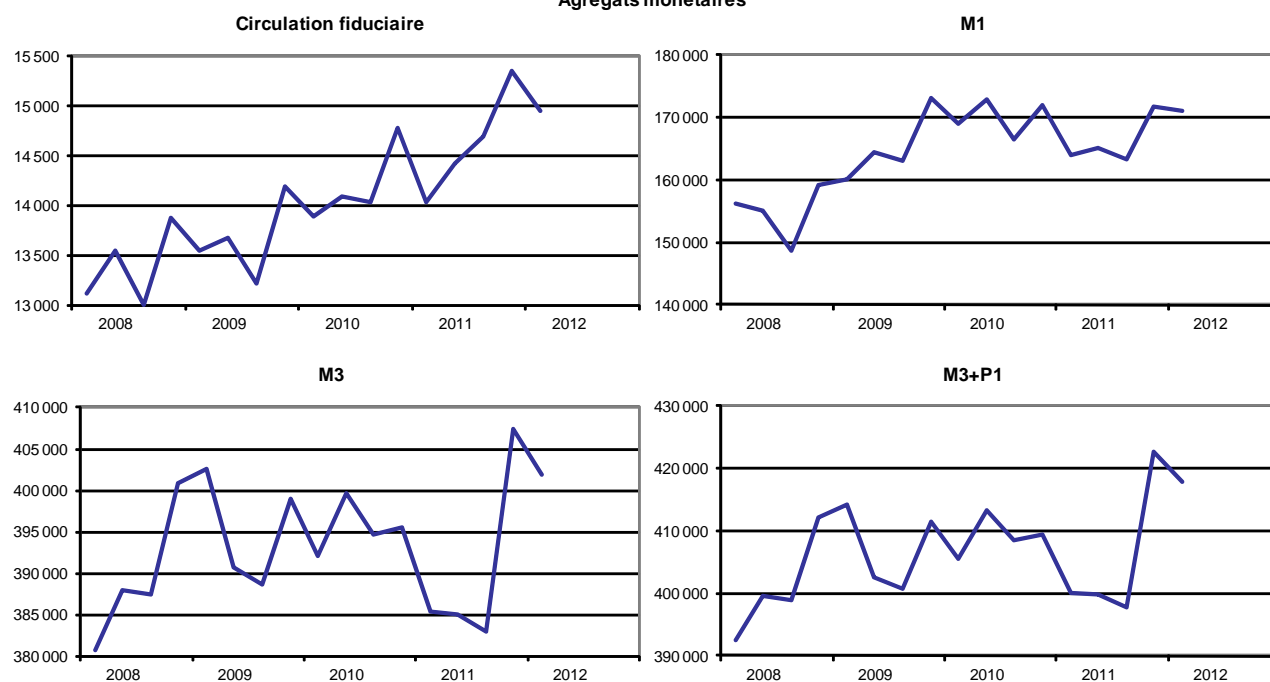
Secteurs	Codes NAF (nomenclature INSEE)
Agriculture, élevage, pêche	01 à 03
Industrie	05 à 39
Construction	41 à 43
Commerce	45 à 47
Hôtellerie - Restauration	55-56
Transport	49 à 51
Services	52-53, 58 à 99

1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire

1.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	12 063	13 119	13 547	13 890	14 029	14 422	14 697	15 359	14 958	-2,6%	6,6%
Billets	10 264	11 225	11 604	11 894	11 994	12 378	12 640	13 267	12 874	-3,0%	7,3%
Pièces	1 799	1 894	1 944	1 996	2 035	2 044	2 057	2 092	2 084	-0,4%	2,4%
Dépôts à vue	133 434	143 048	146 561	155 183	149 895	150 773	148 556	156 507	156 086	-0,3%	4,1%
TOTAL M1	145 497	156 167	160 109	169 073	163 924	165 194	163 252	171 866	171 043	-0,5%	4,3%
M2-M1	71 314	67 068	82 478	110 720	107 585	104 945	101 382	100 998	99 891	-1,1%	-7,2%
Comptes sur livrets	71 083	66 857	82 263	110 493	107 293	104 641	101 078	100 684	99 574	-1,1%	-7,2%
Comptes épargne logement	231	211	215	227	291	305	305	314	317	0,8%	8,7%
TOTAL M2	216 811	223 235	242 587	279 793	271 509	270 140	264 635	272 864	270 934	-0,7%	-0,2%
M3-M2	136 478	157 408	159 950	112 207	113 841	114 831	118 338	134 571	130 898	-2,7%	15,0%
Dépôts à terme	124 529	147 197	149 022	105 891	110 474	112 014	114 642	129 117	127 466	-1,3%	15,4%
Titres de créance négociables	3 581	2 281	1 629	1 093	30	85	1 015	3 200	1 200	-62,5%	n.s.
Bons de caisse	8 367	7 931	9 299	5 223	3 337	2 732	2 681	2 254	2 232	-1,0%	-33,1%
Total M3	353 289	380 644	402 537	392 001	385 350	384 971	382 973	407 435	401 832	-1,4%	4,3%
P1	12 088	11 916	11 802	13 496	14 767	14 910	14 895	15 195	16 041	5,6%	8,6%
Plans d'épargne logement	12 088	11 916	11 802	13 496	14 767	14 910	14 895	15 195	16 041	5,6%	8,6%
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
M3+P1	365 376	392 559	414 339	405 497	400 117	399 881	397 868	422 630	417 873	-1,1%	4,4%

Agrégats monétaires



Conjoncture financière et bancaire

1.2 La circulation fiduciaire

Emissions de billets	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 trim	1 an
En nombre	5 683 011	6 280 105	6 582 580	6 996 073	7 173 974	7 315 298	7 299 693	7 633 110	7 333 252	-3,9%	2,2%
10 000 F CFP	913 679	995 495	1 024 144	1 070 480	1 073 787	1 087 681	1 080 433	1 196 660	1 142 635	-4,5%	6,4%
5 000 F CFP	517 348	550 092	530 432	524 310	434 804	464 612	458 102	510 395	448 282	-12,2%	3,1%
1 000 F CFP	2 910 082	3 237 435	3 464 187	3 665 742	3 777 405	3 852 517	3 848 563	3 983 997	3 853 994	-3,3%	2,0%
500 F CFP	1 341 902	1 497 083	1 563 817	1 735 541	1 887 978	1 910 488	1 912 595	1 942 058	1 888 341	-2,8%	0,0%
En millions de F CFP	15 305	16 691	17 140	17 860	17 633	18 008	17 900	19 474	18 466	-5,2%	4,7%
10 000 F CFP	9 137	9 955	10 241	10 705	10 738	10 877	10 804	11 967	11 426	-4,5%	6,4%
5 000 F CFP	2 587	2 750	2 652	2 622	2 174	2 323	2 291	2 552	2 241	-12,2%	3,1%
1 000 F CFP	2 910	3 237	3 464	3 666	3 777	3 853	3 849	3 984	3 854	-3,3%	2,0%
500 F CFP	671	749	782	868	944	955	956	971	944	-2,8%	0,0%

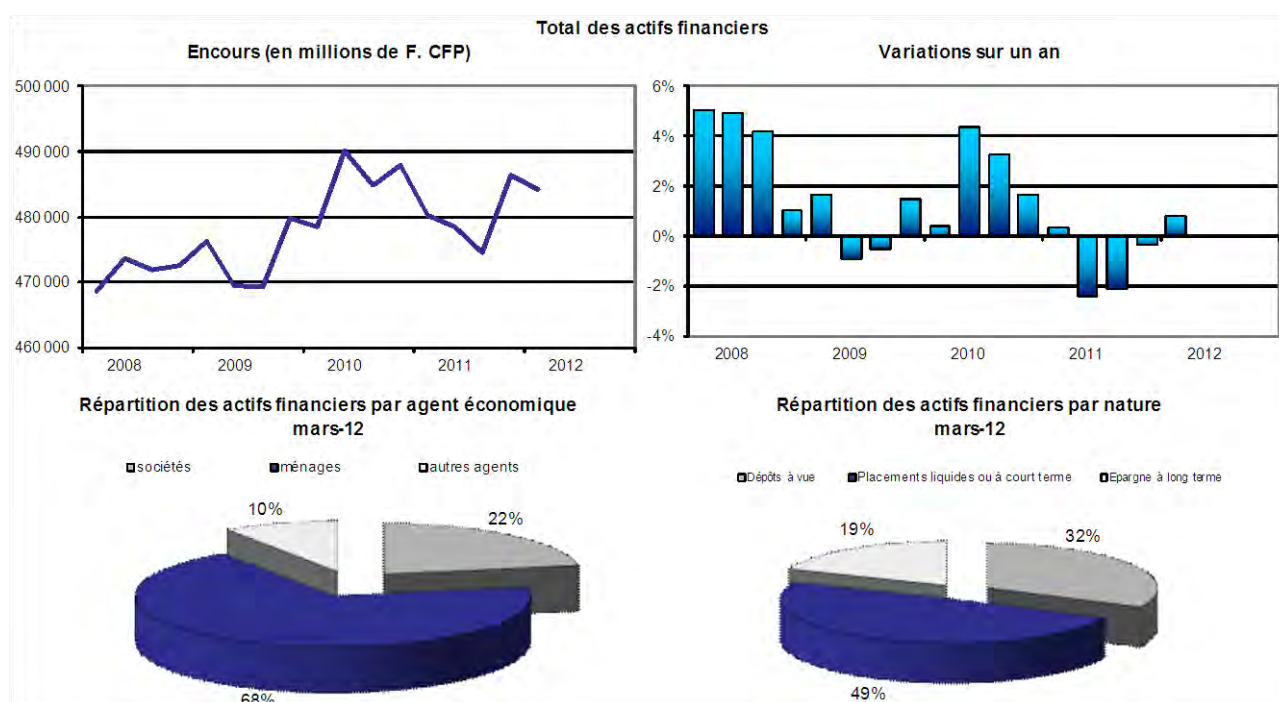
Emissions de pièces	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 trim	1 an
En nombre	157 287 177	164 072 183	169 622 715	174 459 254	177 837 676	179 389 994	180 241 429	181 812 024	182 285 488	0,3%	2,5%
100 F CFP	9 856 518	10 413 534	10 663 871	10 963 270	11 321 076	11 228 065	11 308 822	11 546 820	11 463 575	-0,7%	1,3%
50 F CFP	4 152 549	4 426 050	4 522 307	4 632 190	4 754 696	4 724 688	4 748 936	4 835 431	4 821 933	-0,3%	1,4%
20 F CFP	11 100 239	11 480 495	11 808 006	12 058 046	12 270 412	12 343 940	12 384 459	12 552 937	12 530 439	-0,2%	2,1%
10 F CFP	15 369 496	16 154 958	16 649 916	17 092 558	17 411 073	17 546 147	17 673 624	17 910 127	17 937 144	0,2%	3,0%
5 F CFP	17 743 775	18 598 978	19 335 861	19 903 825	20 256 532	20 411 435	20 499 438	20 653 820	20 735 020	0,4%	2,4%
2 F CFP	41 453 339	43 522 912	45 046 864	46 321 448	47 068 069	47 634 043	47 839 541	48 124 388	48 354 888	0,5%	2,7%
1 F CFP	57 611 261	59 475 256	61 595 890	63 487 917	64 755 818	65 501 676	65 786 609	66 188 501	66 442 489	0,4%	2,6%
En millions de F CFP	1 798	1 893	1 944	1 996	2 050	2 044	2 057	2 092	2 084	-0,4%	1,7%
100 F CFP	986	1 041	1 066	1 096	1 132	1 123	1 131	1 155	1 146	-0,7%	1,3%
50 F CFP	208	221	226	232	238	236	237	242	241	-0,3%	1,4%
20 F CFP	222	230	236	241	245	247	248	251	251	-0,2%	2,1%
10 F CFP	154	162	166	171	174	175	177	179	179	0,2%	3,0%
5 F CFP	89	93	97	100	101	102	102	103	104	0,4%	2,4%
2 F CFP	83	87	90	93	94	95	96	96	97	0,5%	2,7%
1 F CFP	58	59	62	63	65	66	66	66	66	0,4%	2,6%

1.3 Les contreparties de la masse monétaire

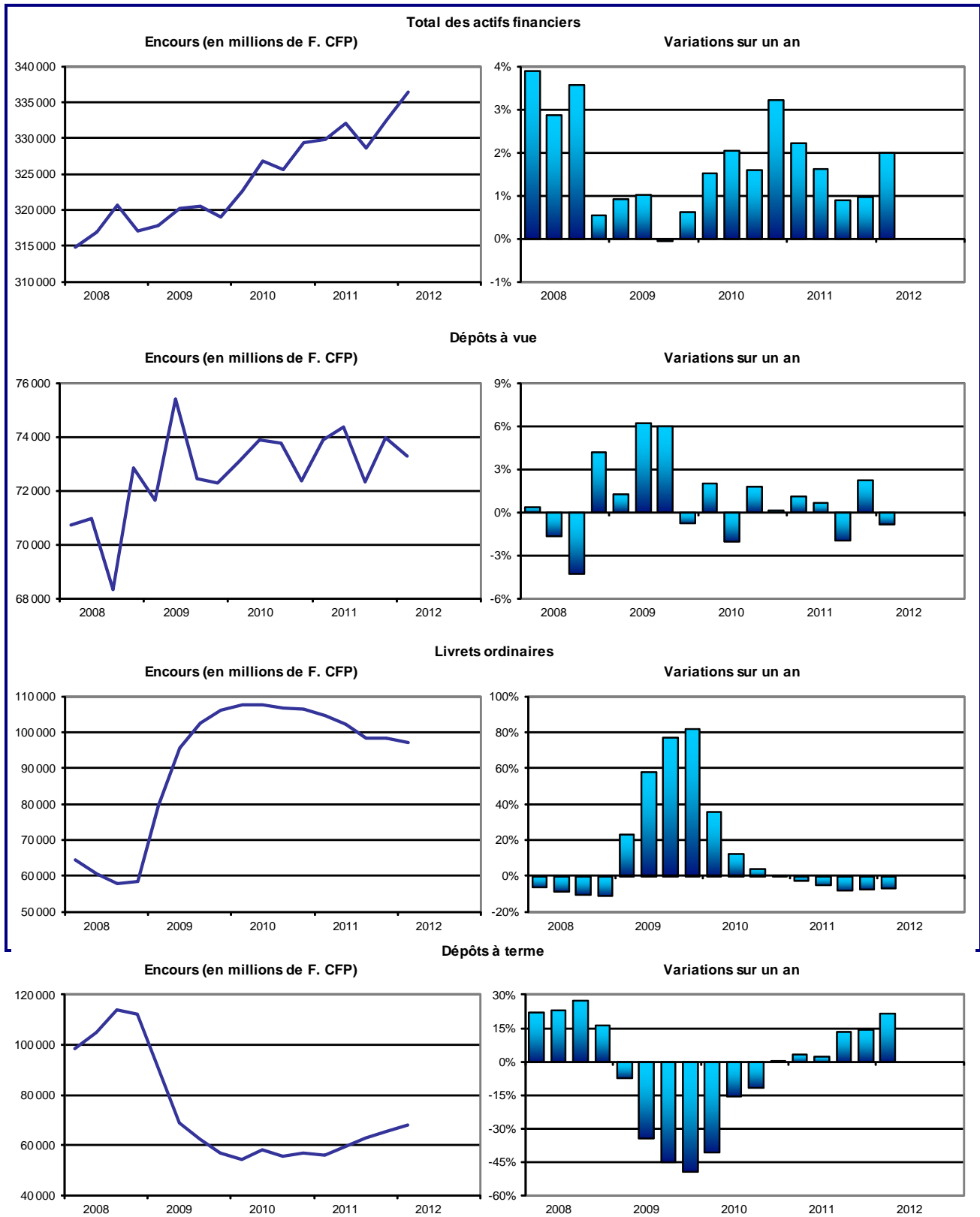
Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	106 879	122 781	132 127	132 289	135 184	108 686	115 277	127 653	121 543	-4,8%	-10,1%
Institut d'émission	26 911	29 271	27 902	37 103	30 053	30 400	28 861	32 798	32 205	-1,8%	7,2%
Etablissements de crédit	79 968	93 509	104 225	95 187	105 131	78 286	86 416	94 855	89 338	-5,8%	-15,0%
Créances du Trésor public	9 178	8 624	8 883	8 051	4 996	4 582	5 230	5 366	5 276	-1,7%	5,6%
Concours sur ressources monétaires	237 232	249 239	261 527	251 660	245 170	271 703	262 466	274 415	275 013	0,2%	12,2%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	408 286	435 616	460 294	471 842	480 881	483 250	483 240	484 665	483 979	-0,1%	0,6%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	171 054	186 377	198 767	220 182	235 711	211 547	220 774	210 250	208 965	-0,6%	-11,3%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	29 277	32 206	35 214	39 063	39 565	41 240	41 524	42 355	42 468	0,3%	7,3%
Provisions sur créances douteuses	15 289	15 369	17 717	22 776	28 137	28 074	28 627	28 882	29 381	1,7%	4,4%
Engagements hors zone d'émission	89 712	97 474	111 121	123 771	141 899	113 782	124 864	117 117	113 471	-3,1%	-20,0%
Epargne contractuelle	12 088	11 916	11 802	13 496	14 767	14 910	14 895	15 195	16 041	5,6%	8,6%
Divers	24 688	29 412	22 913	21 076	11 343	13 540	10 864	6 701	7 604	13,5%	-33,0%
Total M3	353 289	380 644	402 537	392 001	385 350	384 971	382 973	407 435	401 832	-1,4%	4,3%
Position extérieure nette	-9 744	-3 965	-6 896	-28 585	-36 768	-35 496	-38 448	-22 262	-24 134	8,4%	-34,4%

2. Les avoirs financiers des agents économiques

Actifs par agent	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 trim	1 an
Sociétés	90 156	99 898	100 418	105 940	103 545	104 598	105 114	107 996	101 310	-6,2%	-2,2%
Dépôts à vue	46 197	51 889	52 444	67 910	59 961	63 810	63 111	67 372	64 248	-4,6%	7,1%
Placements liquides ou à court terme	42 926	47 332	46 931	37 493	43 169	40 498	41 508	40 273	36 694	-8,9%	-15,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	2	2	0	0	0	0	0	0	0		
Placements indexés sur les taux du marché	42 924	47 330	46 930	37 493	43 169	40 498	41 508	40 273	36 694	-8,9%	-15,0%
dont comptes à terme	30 208	35 519	37 717	32 830	40 144	38 669	39 332	35 977	34 398	-4,4%	-14,3%
dont OPCVM monétaires	5 357	5 833	2 993	2 234	1 662	1 168	427	365	337	-7,6%	-79,7%
dont certificats de dépôts	3 581	2 281	1 629	1 093	30	85	1 015	3 200	1 200	-62,5%	n.s.
Epargne à long terme	1 033	677	1 043	537	415	290	495	352	368	4,6%	-11,3%
dont OPCVM non monétaires	900	548	300	368	151	9	250	163	166	1,7%	9,5%
Ménages	303 049	314 859	317 760	322 631	329 834	332 106	328 554	332 493	336 391	1,2%	2,0%
Dépôts à vue	70 476	70 721	71 646	73 094	73 892	74 373	72 336	73 972	73 268	-1,0%	-0,8%
Placements liquides ou à court terme	158 202	173 735	181 996	169 152	165 043	166 171	165 308	167 140	168 540	0,8%	2,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	68 783	64 578	79 555	107 737	104 769	102 498	98 538	98 592	97 539	-1,1%	-6,9%
Livrets ordinaires	68 552	64 367	79 341	107 511	104 478	102 194	98 233	98 278	97 222	-1,1%	-6,9%
Comptes d'épargne logement	231	211	215	227	291	304	304	314	317	0,8%	8,8%
Placements indexés sur les taux du marché	89 419	109 156	102 441	61 414	60 275	63 673	66 770	68 548	71 001	3,6%	17,8%
dont comptes à terme	80 718	98 592	91 247	54 135	55 914	59 380	62 963	65 317	68 049	4,2%	21,7%
dont bons de caisse	4 587	4 230	4 704	3 886	2 003	2 155	1 945	1 517	1 467	-3,3%	-26,7%
dont OPCVM monétaires	4 114	6 335	6 489	3 394	2 358	2 138	1 862	1 714	1 485	-13,4%	-37,0%
Epargne à long terme	74 371	70 404	64 118	80 386	90 899	91 562	90 910	91 380	94 583	3,5%	4,1%
Plans d'épargne logement	12 088	11 916	11 802	13 496	14 751	14 849	14 872	15 172	16 013	5,5%	8,6%
Plans d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Autres comptes d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Portefeuille-titres	3 935	2 550	2 931	5 499	5 683	5 677	5 215	5 284	5 757	9,0%	1,3%
OPCVM non monétaires	15 424	10 165	5 956	6 370	5 982	5 805	5 124	5 058	5 074	0,3%	-15,2%
Contrats d'assurance-vie	42 925	45 773	43 428	55 020	64 484	65 231	65 699	65 867	67 739	2,8%	5,0%
Autres agents	52 683	53 732	58 108	49 804	46 775	41 796	40 861	45 994	46 413	0,9%	-0,8%
Dépôts à vue	16 762	20 439	22 471	14 180	16 042	12 590	13 109	15 163	18 569	22,5%	15,8%
Placements liquides ou à court terme	21 530	20 907	24 332	22 681	17 431	16 620	15 632	30 639	27 629	-9,8%	58,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 529	2 488	2 923	2 982	2 816	2 447	2 844	2 406	2 352	-2,3%	-16,5%
Placements indexés sur les taux du marché	19 001	18 419	21 410	19 699	14 615	14 173	12 788	28 233	25 277	-10,5%	73,0%
dont comptes à terme	13 603	13 087	20 058	18 926	14 416	13 964	12 348	27 822	25 019	-10,1%	73,6%
Epargne à long terme	14 391	12 387	11 304	12 943	13 302	12 586	12 120	192	215	12,1%	-98,4%
TOTAL	445 887	468 489	476 285	478 375	480 154	478 500	474 529	486 483	484 114	-0,5%	0,8%
Dépôts à vue	133 434	143 048	146 561	155 183	149 895	150 773	148 556	156 507	156 086	-0,3%	4,1%
Placements liquides ou à court terme	222 658	241 973	253 259	229 326	225 644	223 289	222 448	238 052	232 863	-2,2%	3,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	71 314	67 068	82 478	110 720	107 585	104 945	101 382	100 998	99 891	-1,1%	-7,2%
Placements indexés sur les taux du marché	151 344	174 905	170 781	118 606	118 059	118 344	121 066	137 054	132 972	-3,0%	12,6%
Epargne à long terme	89 795	83 468	76 465	93 866	104 616	104 438	103 525	91 924	95 166	3,5%	-9,0%

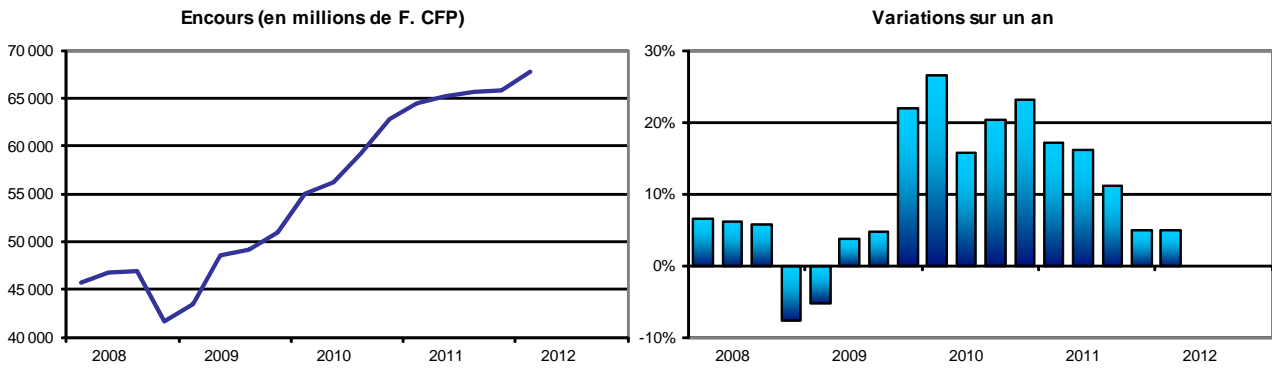


2.2 Les avoirs des ménages

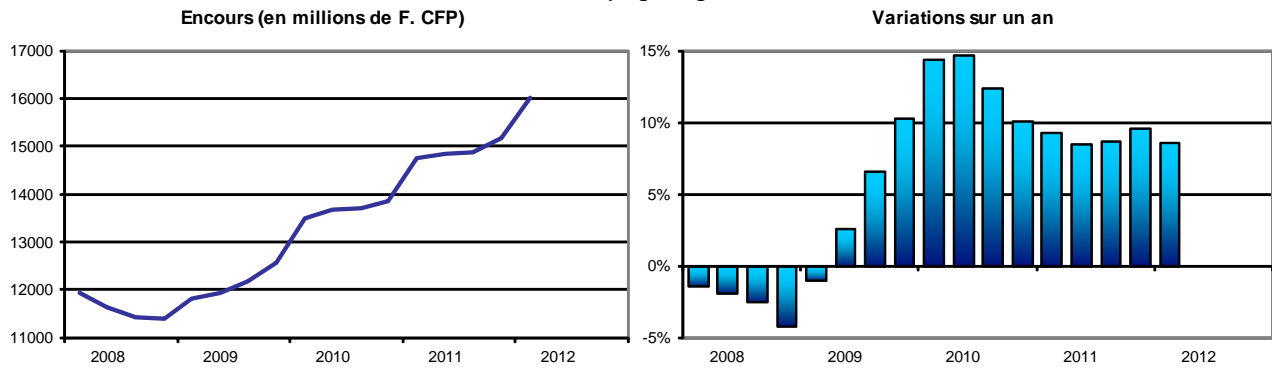


Conjoncture financière et bancaire

Contrats d'assurance-vie



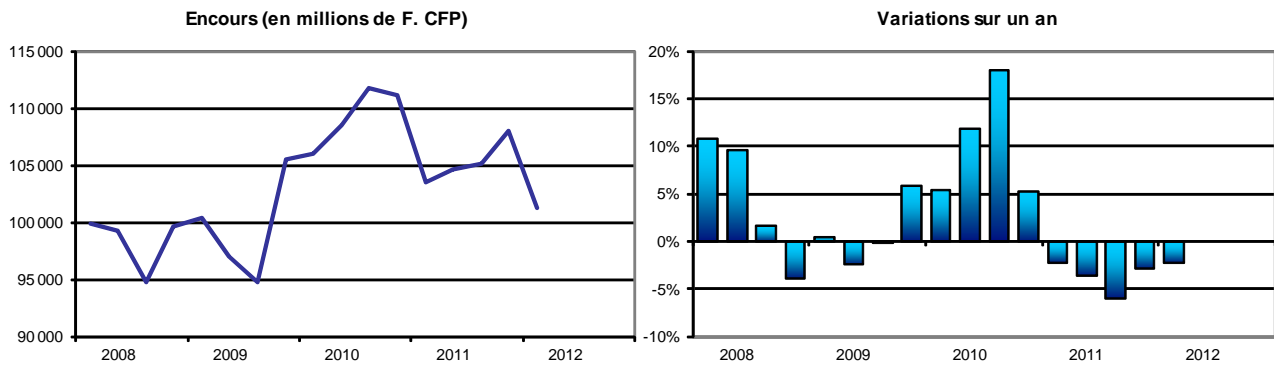
Plans d'épargne logement



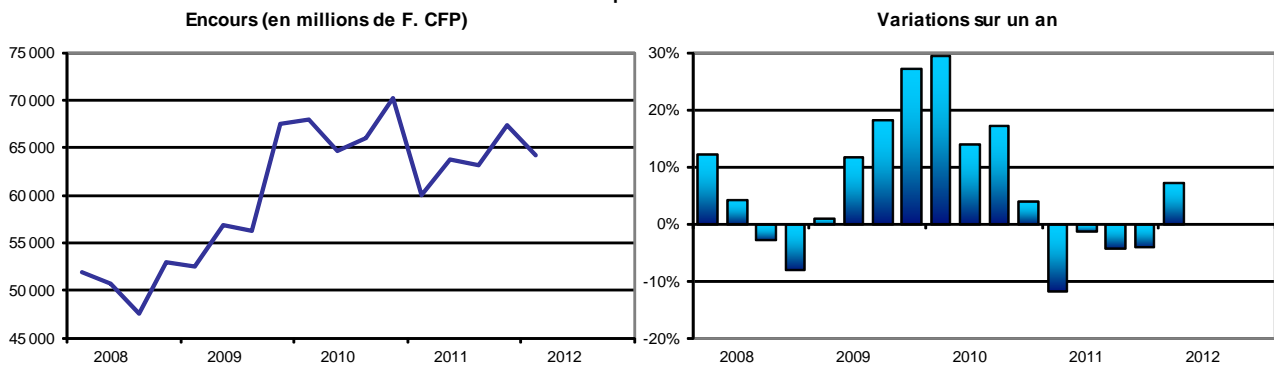
Conjoncture financière et bancaire

2.2 Les avoirs des sociétés

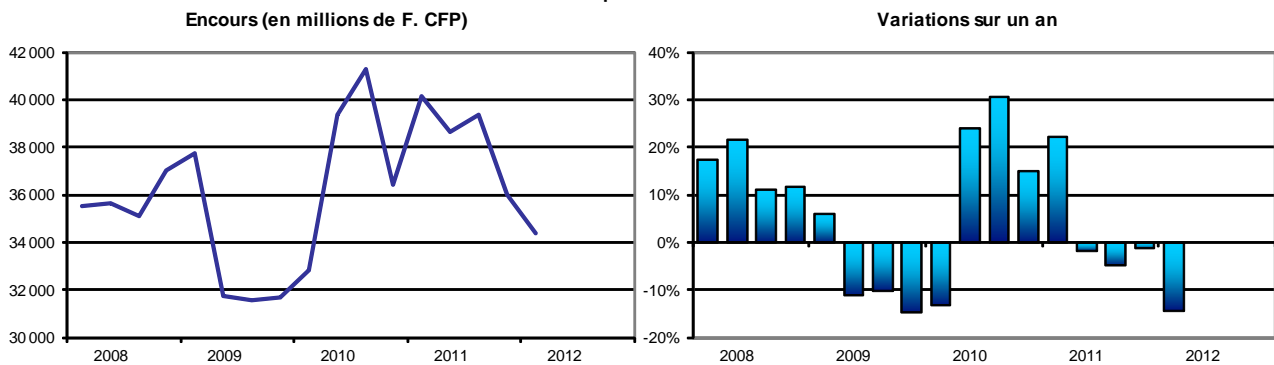
Total des actifs financiers



Dépôts à vue



Dépôts à terme

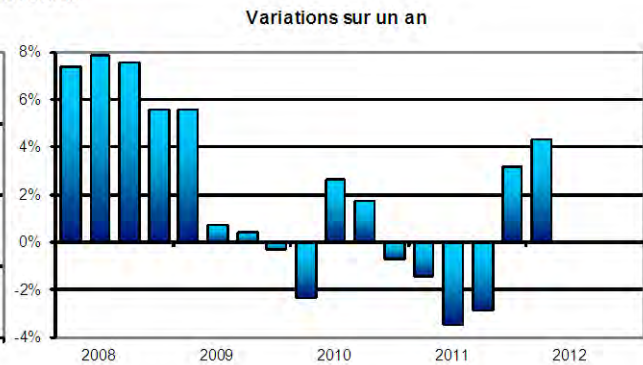
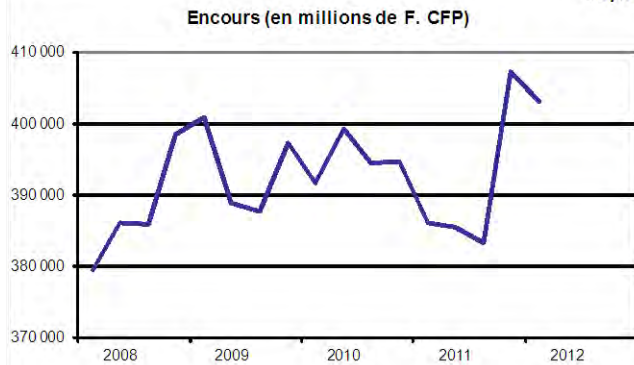


Conjoncture financière et bancaire

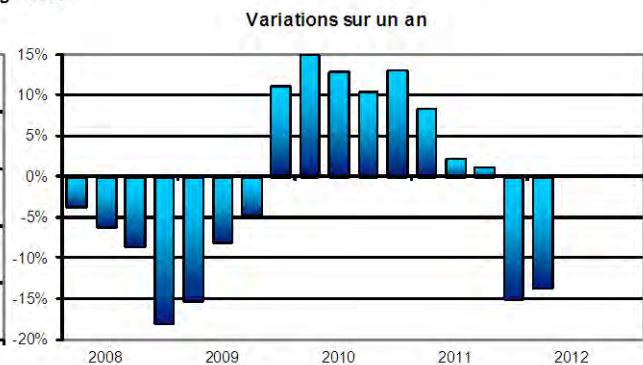
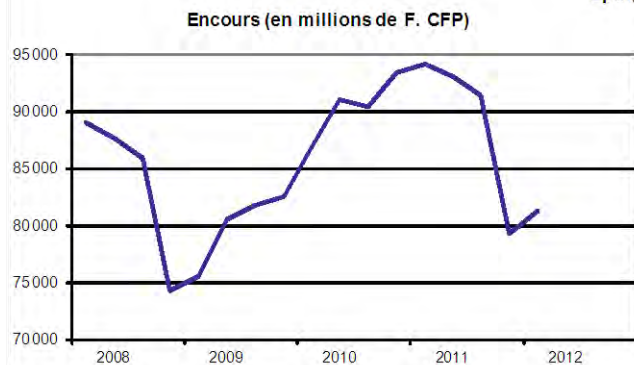
2.3 Les avoirs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 trim	1 an	
Dépôts locaux	353 313	379 440	400 792	391 607	386 088	385 460	383 172	407 271	402 915	-1,1%	4,4%	
Dépôts à vue	133 434	143 048	146 561	155 183	149 895	150 773	148 556	156 507	156 086	-0,3%	4,1%	
Comptes d'épargne à régime spécial	83 402	78 984	94 280	124 216	122 352	119 856	116 278	116 193	115 931	-0,2%	-5,2%	
Livrets ordinaires	69 901	65 614	80 792	109 515	107 293	105 055	100 687	100 684	99 574	-1,1%	-7,2%	
Comptes d'épargne logement	231	211	215	227	291	305	305	314	317	0,8%	8,7%	
Plans d'épargne logement	12 088	11 916	11 802	13 496	14 767	14 910	14 895	15 195	16 041	5,6%	8,6%	
Dépôts à terme	124 529	147 197	149 022	105 891	110 474	112 014	114 642	129 117	127 466	-1,3%	15,4%	
Bons de caisse	8 367	7 931	9 299	5 223	3 337	2 732	2 681	2 254	2 232	-1,0%	-33,1%	
Titres de créances négociables	3 581	2 281	1 629	1 093	30	85	1 015	3 200	1 200	-62,5%	n.s.	
Epargne hors zone d'émission	92 574	89 049	75 494	86 769	94 067	93 040	91 358	79 212	81 199	2,5%	-13,7%	
Actions	3 220	2 387	1 627	3 028	3 062	2 967	2 500	2 455	2 680	9,2%	-12,5%	
Obligations	955	364	2 084	2 764	2 982	3 083	3 035	3 159	3 438	8,8%	15,3%	
OPCVM monétaires	14 866	17 497	10 831	6 399	4 218	3 513	2 727	2 483	2 074	-16,5%	-50,8%	
OPCVM non monétaires	30 608	23 028	17 524	19 558	19 322	18 247	17 397	5 248	5 268	0,4%	-72,7%	
Contrats d'assurance-vie	42 925	45 773	43 428	55 020	64 484	65 231	65 699	65 867	67 739	2,8%	5,0%	
TOTAL	445 887	468 489	476 285	478 375	480 154	478 500	474 529	486 483	484 114	-0,5%	0,8%	

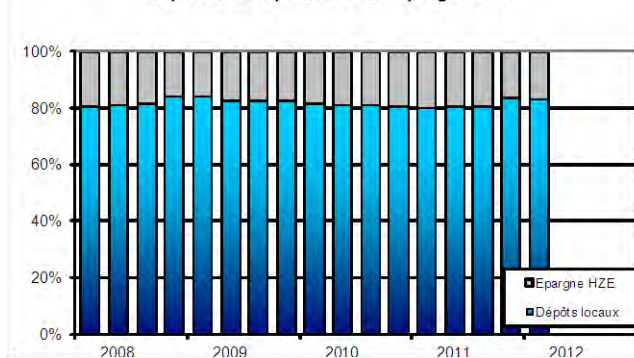
Dépôts locaux



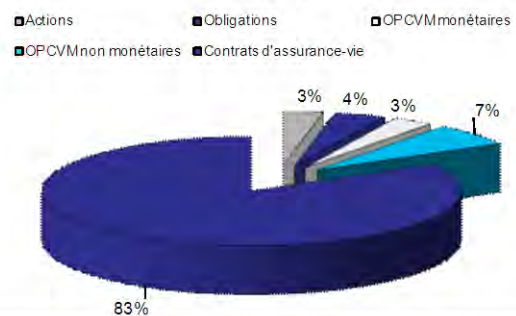
Epargne HZE



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



Répartition de l'épargne HZE mars-12



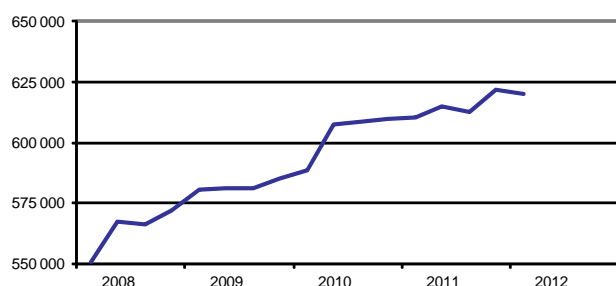
3. L'endettement des agents économiques

3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

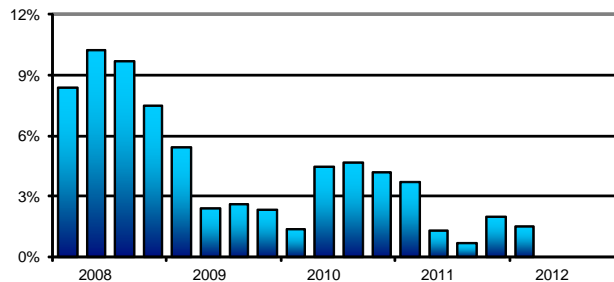
Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	mars-11	juin-11	sept-11	déc-11	mars-12	1 trim	1 an
Entreprises	172 842	182 044	186 142	191 566	189 081	188 958	186 831	181 804	181 440	-0,2%	-4,0%
Crédits d'exploitation	68 766	71 502	82 491	91 213	93 118	94 680	93 154	88 664	88 712	0,1%	-4,7%
<i>Créances commerciales</i>	4 066	4 589	3 654	3 422	2 814	2 657	2 984	2 995	2 504	-16,4%	-11,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	37 637	36 551	42 271	49 920	47 433	49 304	49 362	46 751	43 999	-5,9%	-7,2%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 296	5 210	4 534	3 979	3 684	3 684	3 613	4 070	3 390	-16,7%	-8,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	27 063	30 362	36 566	37 871	42 872	42 719	40 809	38 917	42 209	8,5%	-1,5%
Crédits d'investissement	64 595	68 280	66 926	66 211	64 837	63 472	64 557	66 021	65 357	-1,0%	0,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	60 240	64 336	64 934	64 423	63 479	62 183	63 340	64 877	64 254	-1,0%	1,2%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 373	6 057	5 724	5 385	4 919	5 079	5 007	4 907	4 749	-3,2%	-3,5%
<i>Crédit-bail</i>	4 355	3 944	1 992	1 788	1 359	1 288	1 217	1 144	1 103	-3,5%	-18,8%
Crédits à l'habitat	13 790	16 330	20 986	19 651	18 817	18 766	17 952	17 691	17 972	1,6%	-4,5%
Autres crédits	25 691	25 931	15 739	14 491	12 309	12 041	11 168	9 428	9 399	-0,3%	-23,6%
Ménages	233 671	251 132	263 593	267 637	265 725	267 444	268 061	270 491	268 408	-0,8%	1,0%
Crédits à la consommation	91 600	99 084	103 424	99 992	94 856	93 777	92 163	91 984	89 356	-2,9%	-5,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	82 789	90 886	95 689	93 389	88 326	87 490	86 295	86 089	83 819	-2,6%	-5,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	5 975	5 064	5 051	4 349	4 519	4 296	3 917	3 927	3 613	-8,0%	-20,0%
<i>Crédit-bail</i>	2 836	3 133	2 684	2 254	2 012	1 991	1 950	1 968	1 923	-2,3%	-4,4%
Crédits à l'habitat	133 625	144 419	153 783	161 121	164 711	167 309	169 416	171 790	172 086	0,2%	4,5%
Autres crédits	8 447	7 629	6 386	6 524	6 158	6 358	6 482	6 718	6 966	3,7%	13,1%
Collectivités locales	65 195	77 066	79 561	80 935	91 661	92 519	90 421	97 944	98 576	0,6%	7,5%
Crédits d'exploitation	4 342	3 137	2 656	559	514	632	659	4 227	4 288	1,4%	n.s.
<i>Crédits de trésorerie</i>	4 217	3 029	2 512	408	442	560	658	4 174	4 273	2,4%	n.s.
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	125	108	144	151	72	72	0	52	15	ns	-79,3%
Crédits d'investissement	57 694	71 017	74 199	77 966	87 820	88 677	86 555	92 103	92 691	0,6%	5,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	57 694	71 017	74 196	77 963	87 820	88 677	86 555	92 103	92 691	0,6%	5,5%
<i>Crédit-bail</i>	0	0	4	3	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	1 852	1 813	1 823	1 758	3 095	2 982	2 983	1 263	1 262	-0,1%	-59,2%
Autres crédits	1 307	1 098	883	651	233	228	224	351	335	-4,5%	44,0%
Autres agents de CCB non ventilés	11 942	14 863	18 545	6 243	7 910	10 278	9 015	9 135	9 859	7,9%	24,6%
Total encours sain	483 650	525 104	547 841	546 381	554 378	559 200	554 327	559 374	558 283	-0,2%	0,7%
Créances douteuses brutes	24 022	25 359	32 772	42 141	56 240	55 844	58 466	62 456	61 773	-1,1%	9,8%
<i>Créances douteuses nettes</i>	8 733	9 880	14 946	19 255	27 869	27 537	29 497	33 360	32 172	-3,6%	15,4%
<i>dont entreprises</i>	4 003	4 811	8 213	12 986	21 483	20 675	21 513	24 916	24 362	-2,2%	13,4%
<i>dont ménages</i>	4 539	5 030	6 397	6 244	6 332	6 717	7 794	7 778	7 762	-0,2%	22,6%
<i>Provisions</i>	15 289	15 479	17 827	22 886	28 371	28 307	28 968	29 096	29 600	1,7%	4,3%
Total encours brut	507 672	550 463	580 614	588 521	610 617	615 044	612 793	621 831	620 056	-0,3%	1,5%
Taux de créances douteuses	4,7%	4,6%	5,6%	7,2%	9,2%	9,1%	9,5%	10,0%	10,0%	-0,1 pt	0,8 pt
Taux de provisionnement	63,6%	61,0%	54,4%	54,3%	50,4%	50,7%	49,5%	46,6%	47,9%	1,3 pt	-2,5 pts

Encours de crédit brut

Encours (en millions de F. CFP)

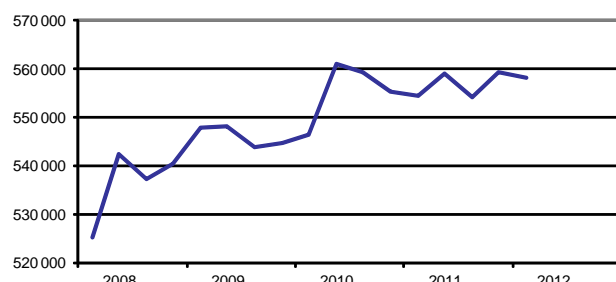


Variations sur un an

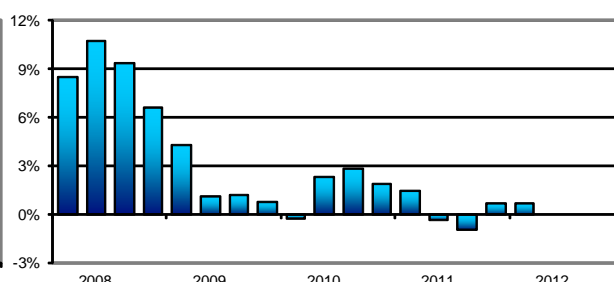


Encours de crédit sain

Encours (en millions de F. CFP)

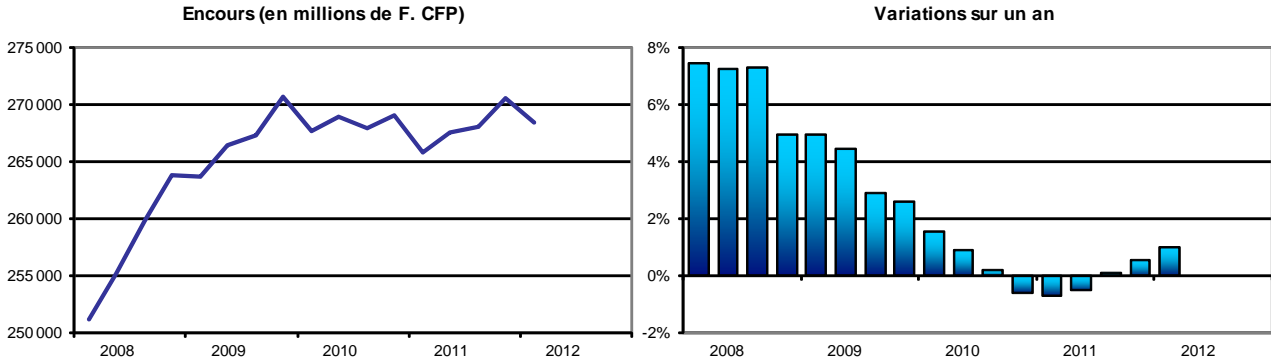


Variations sur un an

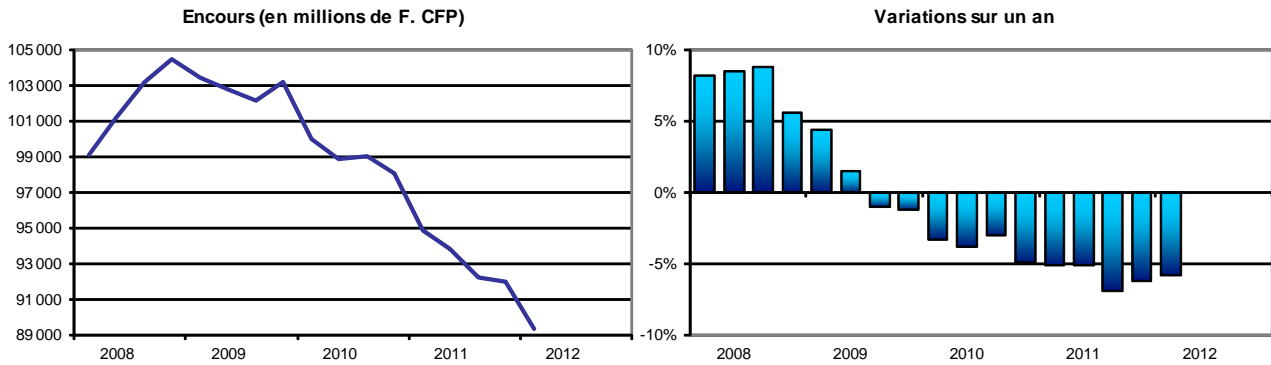


L'endettement des ménages

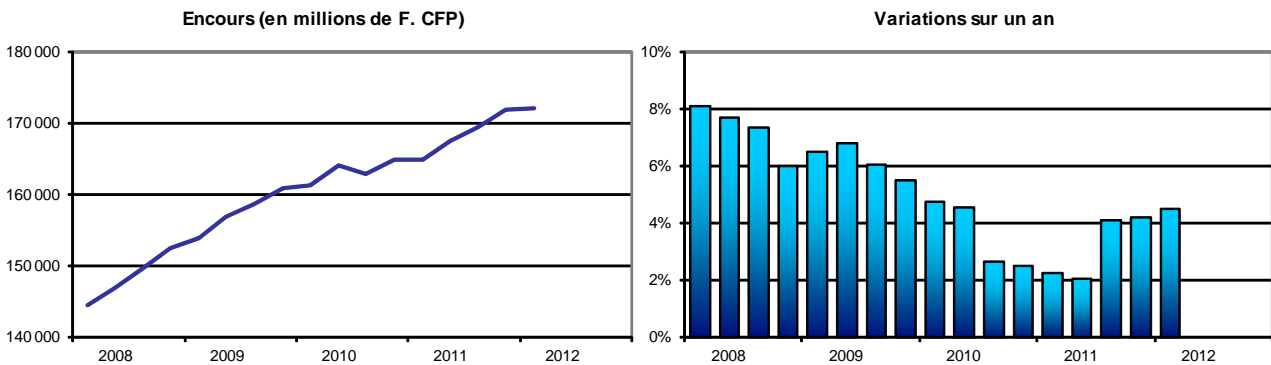
Encours de crédit sain



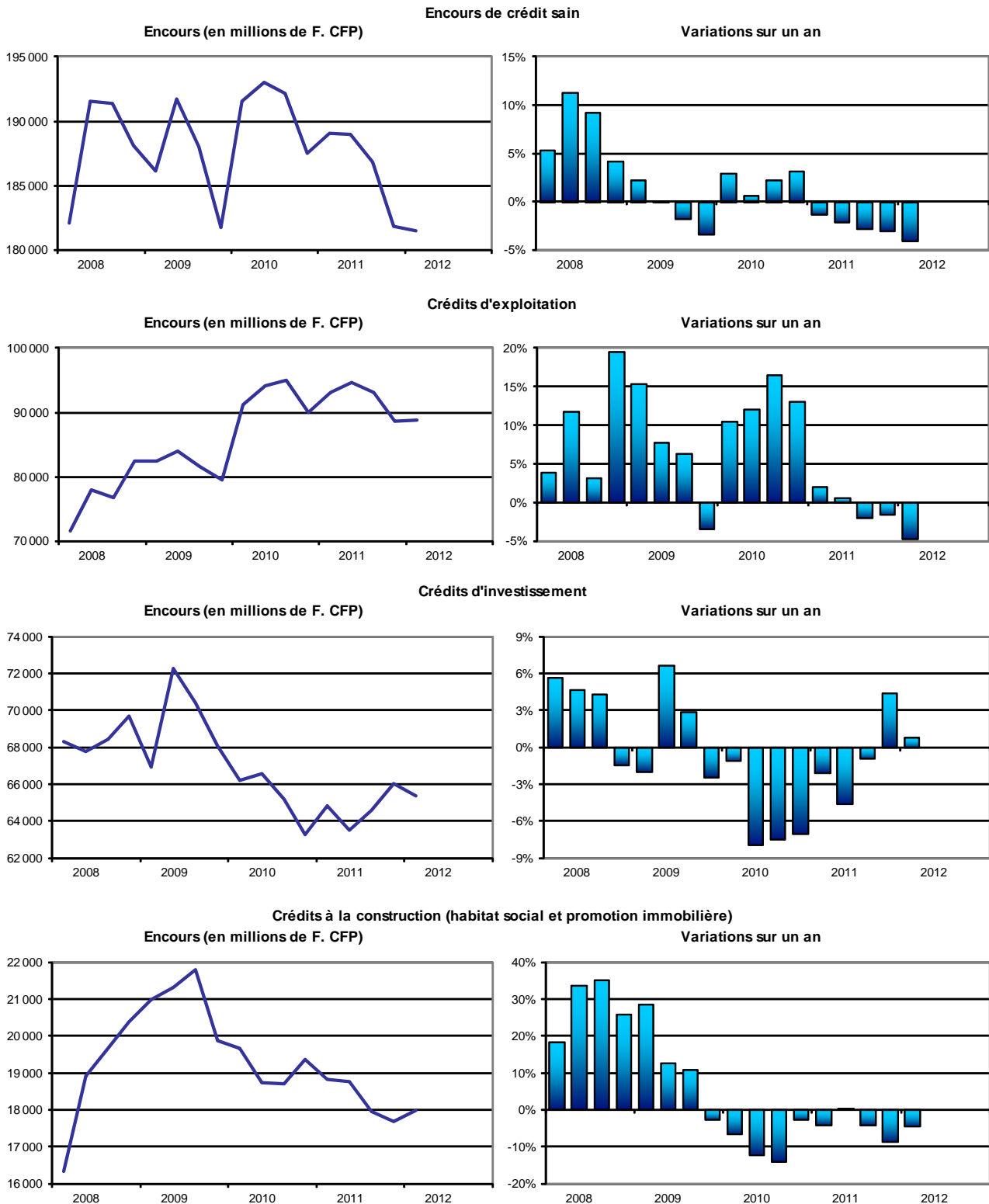
Crédit à la consommation



Crédit à l'habitat

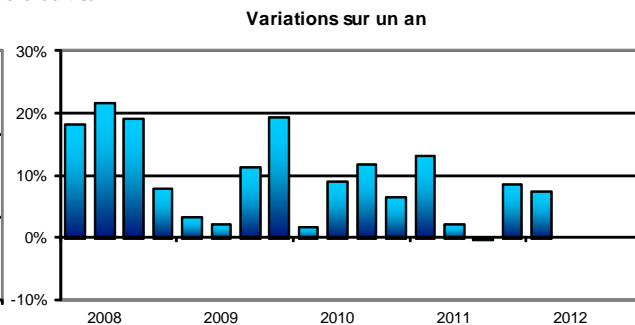
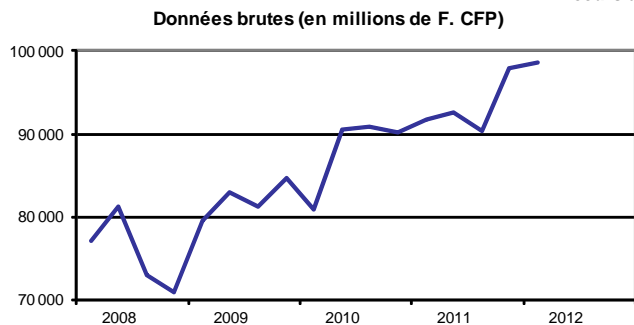


L'endettement des entreprises

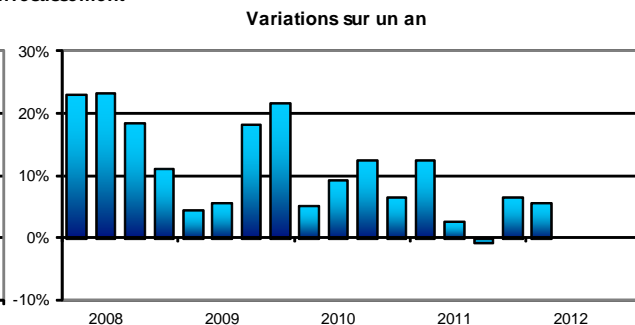
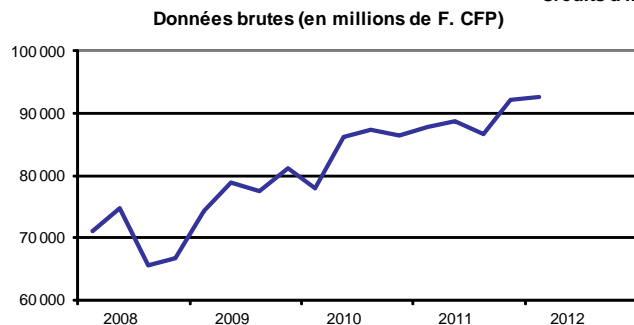


L'endettement des collectivités locales

Encours de crédit sain



Crédits d'investissement



Conjoncture financière et bancaire

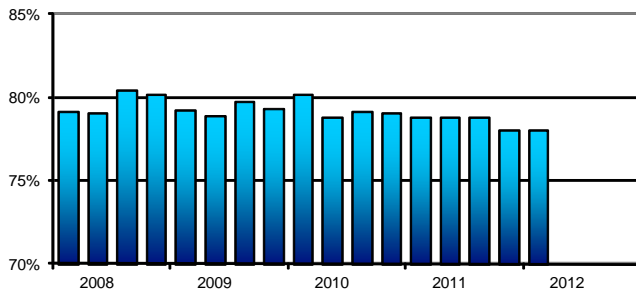
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 trim	1 an
Entreprises	159 568	168 666	173 246	180 555	178 160	178 286	175 643	171 330	171 891	0,3%	-3,5%
Crédits d'exploitation	68 510	71 292	82 291	91 024	92 198	93 732	92 213	87 545	88 400	1,0%	-4,1%
<i>Créances commerciales</i>	4 066	4 589	3 654	3 422	2 814	2 657	2 984	2 898	2 407	-16,9%	-14,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	37 463	36 426	42 271	49 920	47 433	49 304	49 361	46 751	43 998	-5,9%	-7,2%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 296	5 210	4 534	3 979	3 684	3 684	3 613	4 070	3 390	-16,7%	-8,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	26 981	30 277	36 366	37 682	41 951	41 771	39 868	37 896	41 995	10,8%	0,1%
<i>Affacturage</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	52 251	55 651	54 592	55 581	54 837	53 748	54 310	56 666	56 120	-1,0%	2,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	50 192	53 790	52 928	54 086	53 768	52 745	53 374	55 800	55 295	-0,9%	2,8%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 360	6 047	5 718	5 382	4 892	5 025	4 951	4 853	4 695	-3,2%	-4,0%
<i>Crédit-bail</i>	2 059	1 860	1 663	1 495	1 069	1 003	935	866	825	-4,7%	-22,8%
Crédits à l'habitat	13 790	16 330	20 986	19 651	18 817	18 766	17 952	17 691	17 972	1,6%	-4,5%
Autres crédits	25 016	25 393	15 378	14 299	12 309	12 041	11 168	9 428	9 399	-0,3%	-23,6%
Ménages	207 570	222 362	233 009	235 815	231 527	232 795	233 085	235 533	233 386	-0,9%	0,8%
Crédits à la consommation	87 630	94 795	98 745	94 678	89 370	88 244	86 522	86 341	83 708	-3,0%	-6,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	78 820	86 597	91 011	88 074	82 844	81 962	80 656	80 448	78 173	-2,8%	-5,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	5 975	5 064	5 050	4 349	4 519	4 296	3 917	3 927	3 613	-8,0%	-20,0%
<i>Crédit-bail</i>	2 836	3 133	2 684	2 254	2 007	1 987	1 948	1 967	1 923	-2,3%	-4,2%
Crédits à l'habitat	111 493	119 938	127 878	134 614	135 999	138 192	140 082	142 474	142 711	0,2%	4,9%
Autres crédits	8 447	7 629	6 386	6 524	6 158	6 358	6 482	6 718	6 966	3,7%	13,1%
Collectivités locales	5 925	5 511	4 439	8 333	8 502	8 498	8 361	9 295	9 293	0,0%	9,3%
Crédits d'exploitation	2 672	2 286	1 224	559	514	632	659	647	708	9,4%	37,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2 547	2 177	1 080	408	442	560	658	594	693	16,5%	56,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	125	108	144	151	72	72	0	52	15	ns	-79,3%
Crédits d'investissement	2 837	2 837	2 848	7 444	7 377	7 277	7 118	8 088	8 043	-0,6%	9,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 837	2 837	2 848	7 444	7 377	7 277	7 118	8 088	8 043	-0,6%	9,0%
<i>Crédit-bail</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits à l'habitat	75	72	68	69	377	361	359	341	339	-0,5%	-10,1%
Autres crédits	341	317	299	261	233	228	224	220	204	-7,2%	-12,4%
Autres agents de CCB non ventilés	11 942	14 456	17 204	5 832	7 910	10 278	9 015	8 947	9 375	4,8%	18,5%
Total encours sain	385 005	410 995	427 899	430 535	426 099	429 857	426 103	425 105	423 945	-0,3%	-0,5%
Créances douteuses brutes	23 253	24 620	32 396	41 252	55 097	54 748	57 162	60 034	60 052	0,0%	9,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	7 964	9 251	14 679	18 476	26 960	26 674	28 535	31 152	30 671	-1,5%	13,8%
<i>dont entreprises</i>	3 975	4 424	8 213	12 584	20 964	20 156	20 999	23 647	23 161	-2,1%	10,5%
<i>dont ménages</i>	3 798	4 789	6 130	5 867	5 942	6 373	7 451	7 461	7 462	0,0%	25,6%
<i>Provisions</i>	15 289	15 369	17 717	22 776	28 137	28 074	28 627	28 882	29 381	1,7%	4,4%
Total encours brut	408 258	435 616	460 294	471 787	481 197	484 605	483 266	485 140	483 996	-0,2%	0,6%
Taux de créances douteuses	5,7%	5,7%	7,0%	8,7%	11,5%	11,3%	11,8%	12,4%	12,4%	0 pt	1 pt
Taux de provisionnement	65,7%	62,4%	54,7%	55,2%	51,1%	51,3%	50,1%	48,1%	48,9%	0,8 pt	-2,1 pts

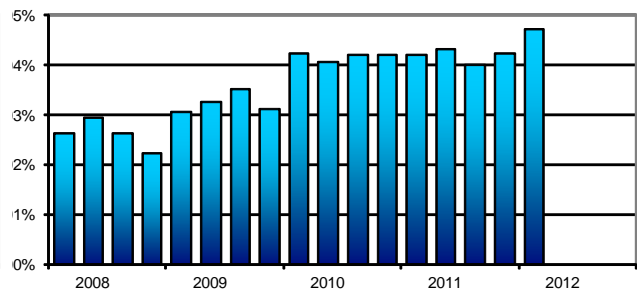
Conjoncture financière et bancaire

Parts de marché des établissements installés localement

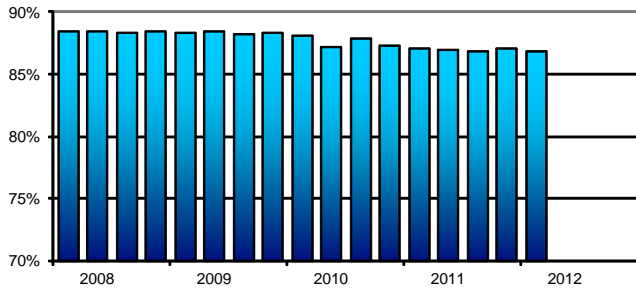
Encours de crédit brut total



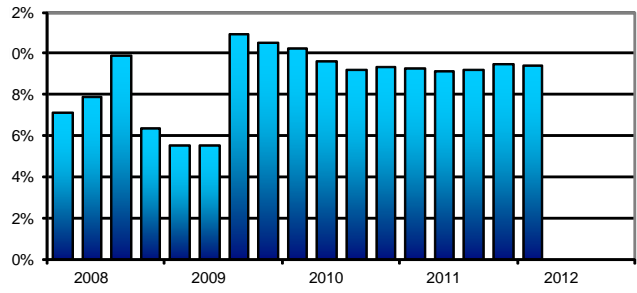
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages

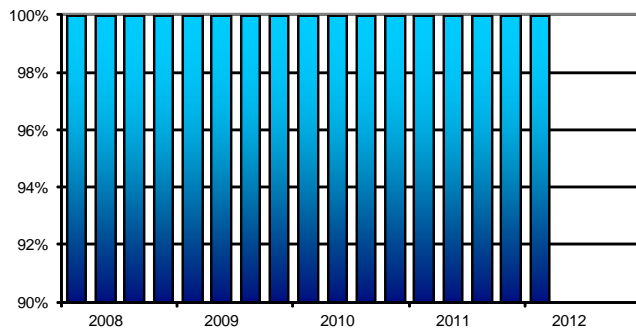


Encours de crédit aux collectivités locales

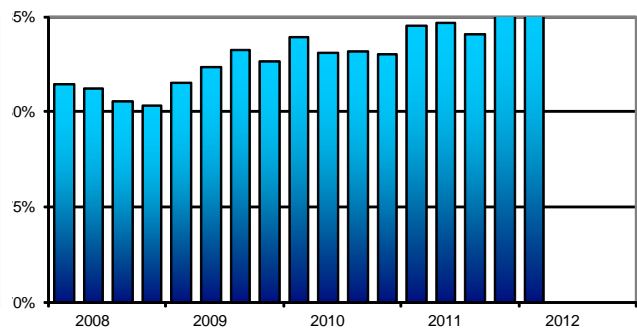


Parts de marché des établissements installés localement

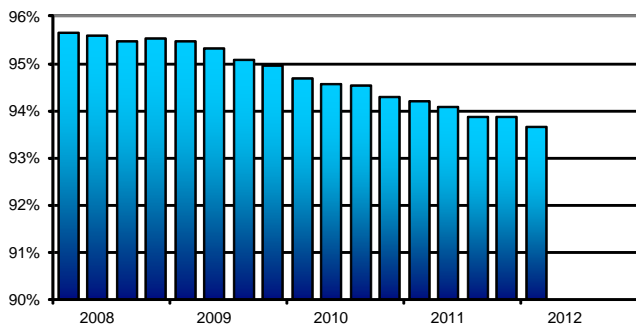
Encours de crédit à la construction des entreprises



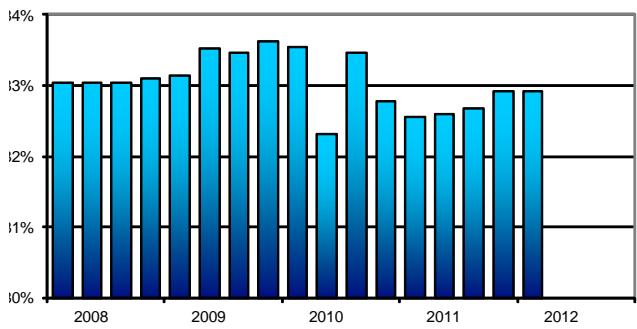
Encours de crédit d'équipement des entreprises



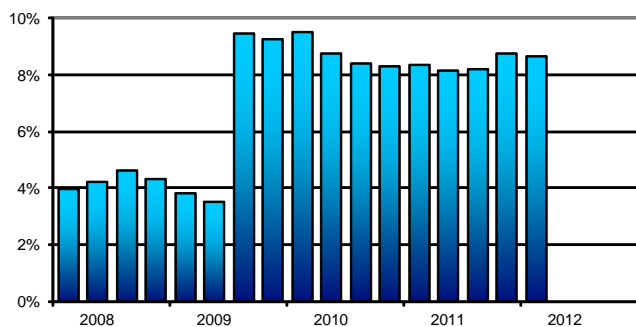
Encours de crédit à la consommation des ménages



Encours de crédit à l'habitat des ménages



Encours de crédit d'investissement des collectivités locales

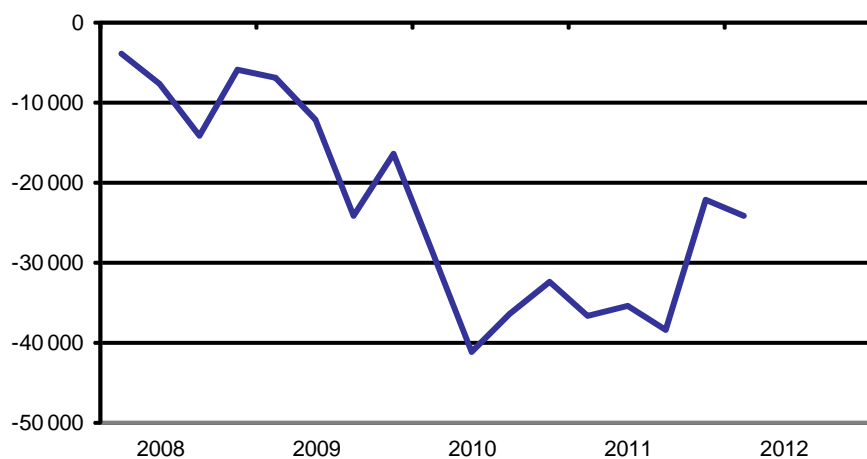


4. Le financement des crédits bancaires

4.1 L'équilibre emplois-ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 trim	1 an
Emplois	422 527	450 274	477 438	490 923	496 431	498 149	498 929	504 095	504 276	0,0%	1,6%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Crédits bruts	408 286	435 616	460 294	471 842	480 881	483 250	483 240	484 665	483 979	-0,1%	0,6%
Réserves obligatoires et libres	14 241	14 658	17 144	19 081	15 551	14 899	15 689	19 430	20 298	4,5%	30,5%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Ressources	422 527	450 274	477 438	490 923	496 431	498 149	498 929	504 095	504 276	0,0%	1,6%
Dépôts collectés (- encaisses)	339 087	365 341	386 363	377 580	375 441	375 422	372 594	396 019	392 047	-1,0%	4,4%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	44 566	47 576	52 931	61 839	67 702	69 314	70 151	71 237	71 849	0,9%	6,1%
Excédent des opérations diverses des EC	24 077	30 927	25 927	20 513	13 242	14 328	14 933	12 171	13 986	14,9%	5,6%
Réescompte	5 052	2 465	5 321	2 407	3 278	3 590	2 803	2 406	2 261	-6,0%	-31,0%
Position extérieure nette des EC (si négative)	9 744	3 965	6 896	28 585	36 768	35 496	38 448	22 262	24 134	8,4%	-34,4%

Position extérieure nette (en millions de F CFP)

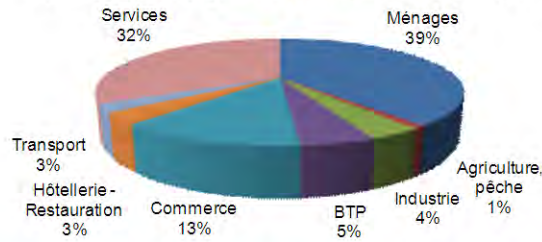


4.2 Le réescompte

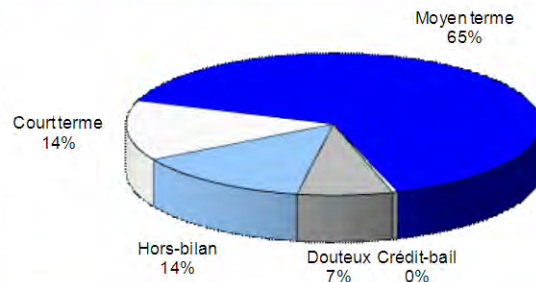
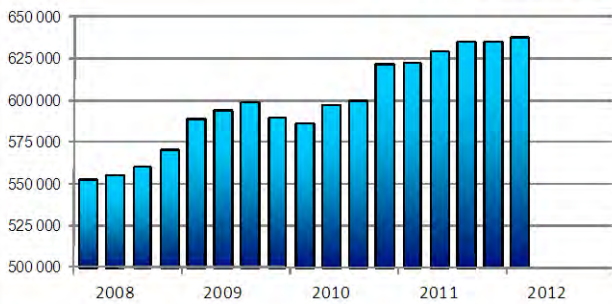
Cotation et réescompte	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	mars-11	juin-11	sept.-11	déc.-11	mars-12	1 trim	1 an
Cotation											
Nombre d'entreprises cotées	4 823	5 242	4 472	4 960	6 736	6 842	6 898	7 096	7 314	3,1%	8,6%
Nombre d'entreprises cotées et éligibles	1 593	1 250	1 454	1 464	1 538	1 582	1 487	1 579	1 610	2,0%	4,7%
Taux d'éligibilité	33%	24%	33%	30%	23%	23%	22%	22%	22%	-	-
Refinancement	5 883	4 606	5 303	3 899	3 279	3 590	2 803	2 406	2 261	-6,0%	-31,0%
Engagements à court terme	1 945	2 036	2 744	1 523	2 021	2 459	1 803	1 524	1 365	-10,4%	-32,4%
Engagements à moyen terme	3 938	2 570	2 559	2 376	1 258	1 131	1 000	882	896	1,5%	-28,8%

5. Les engagements sectoriels

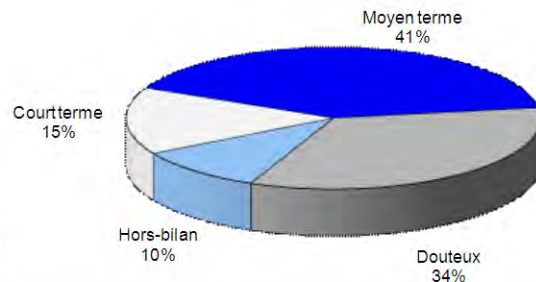
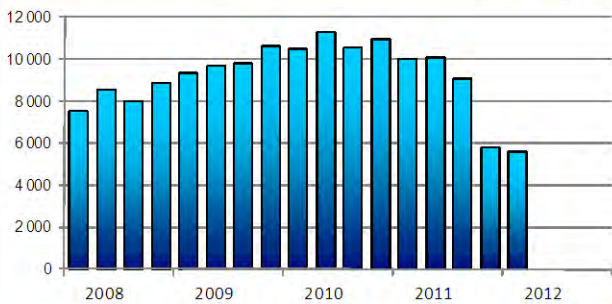
Répartition des engagements par secteur au 31 mars 2012



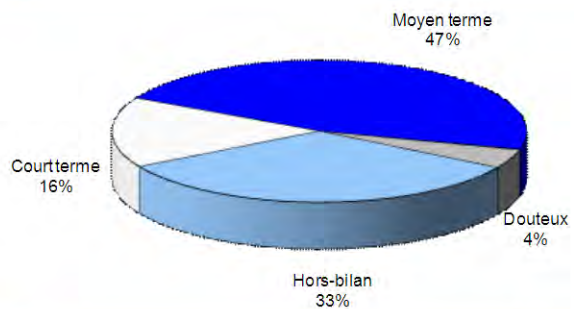
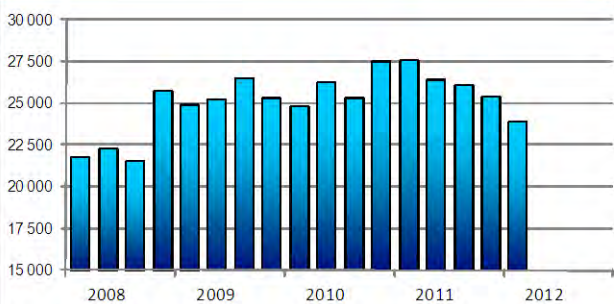
EVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DECLARES AU SCR



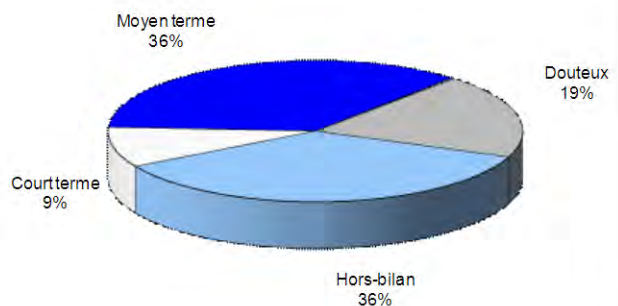
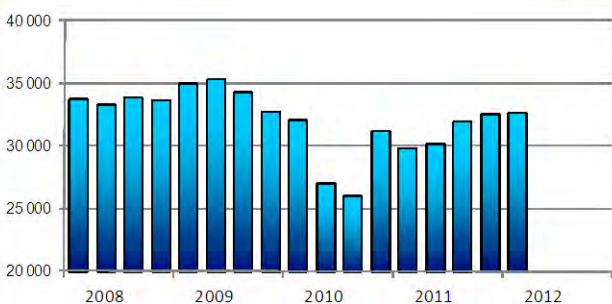
AGRICULTURE, PECHE, ELEVAJE



INDUSTRIE



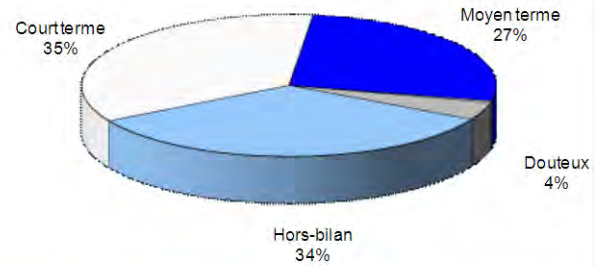
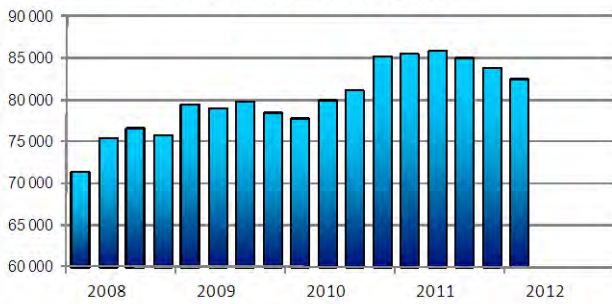
CONSTRUCTION



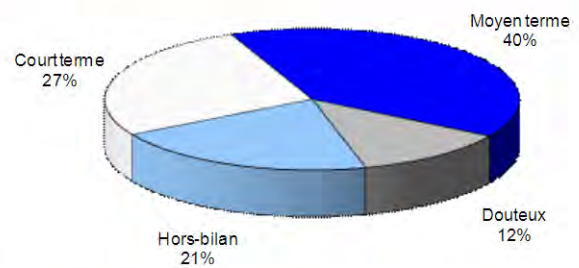
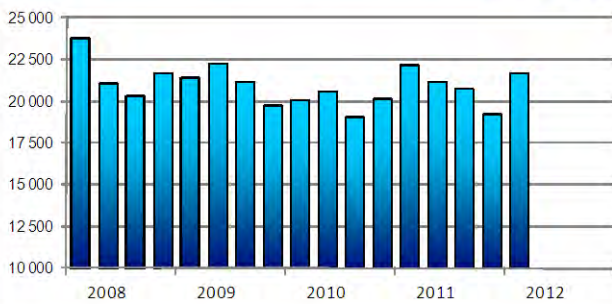
Conjoncture financière et bancaire

COMMERCE

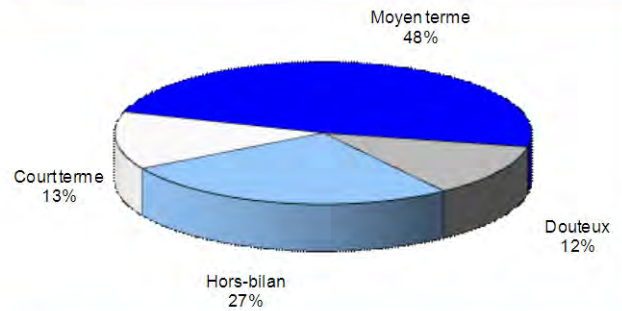
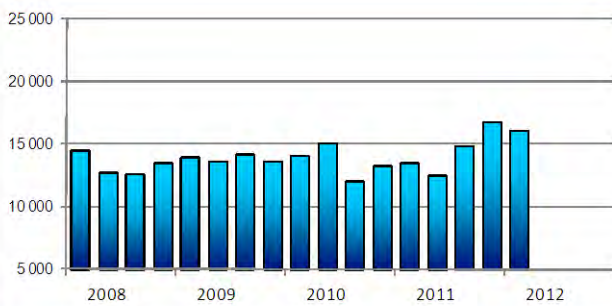
Encours (en millions de F. CFP)



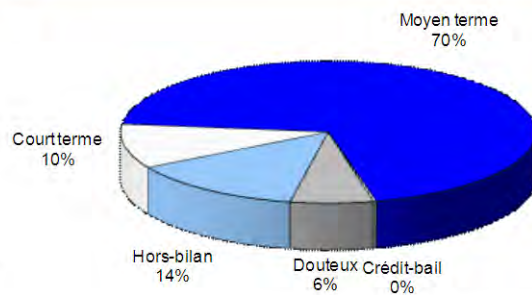
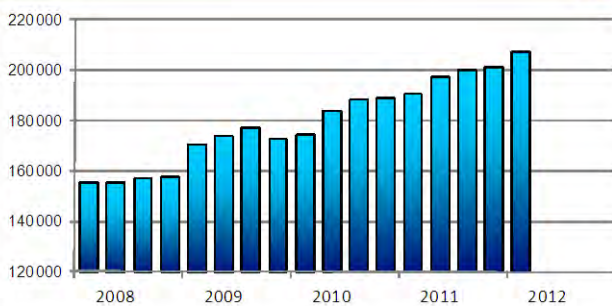
HOTELLERIE - RESTAURATION



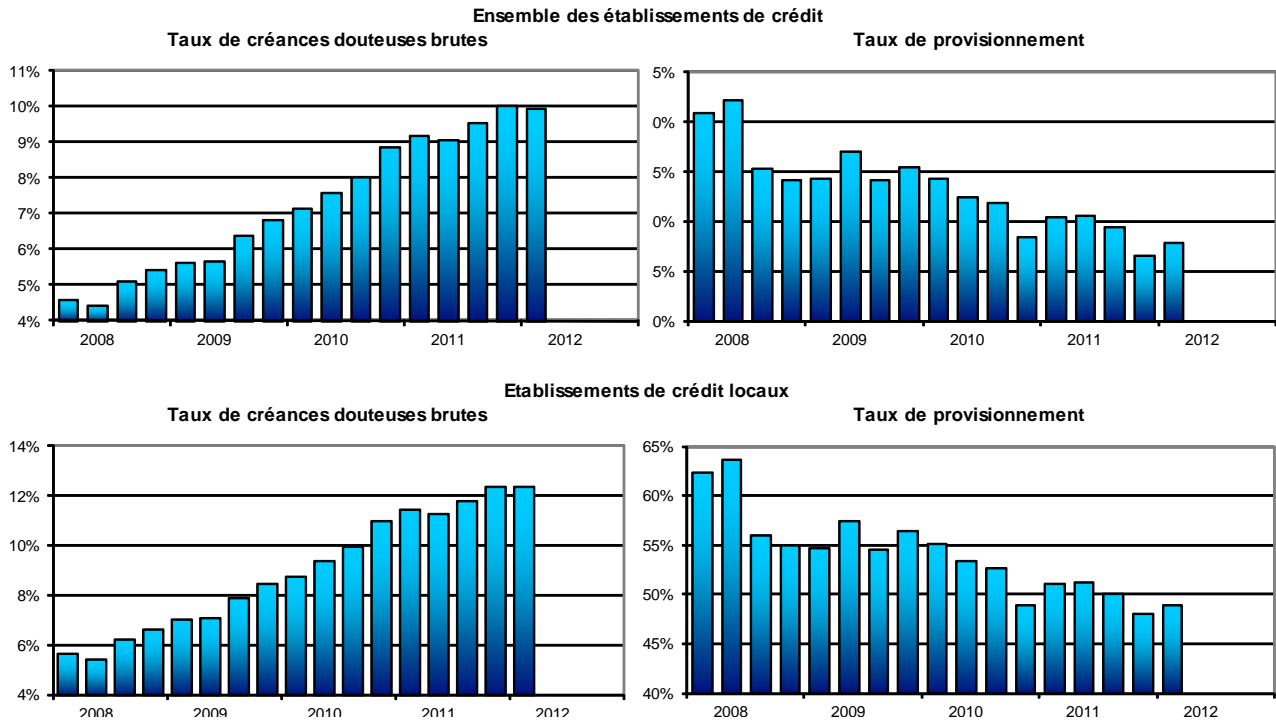
TRANSPORT



SERVICES



6. Les indicateurs de vulnérabilité



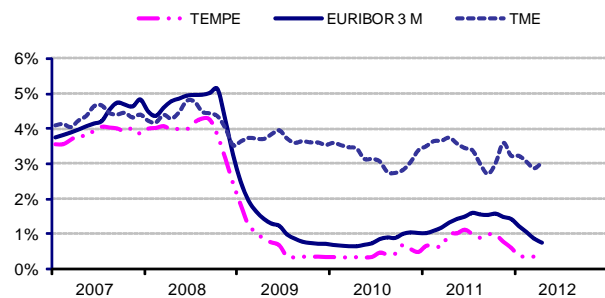
7. Rappel des taux

7.1 Les taux réglementés

TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM	
Taux de la facilité de dépôt	0,25%
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	1,00%
Taux de réescompte des prêts bancaires au logement	3,00%
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%
Taux de l'escompte de chèque	1,75%

TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2010 (JORF du 11/02/2010)	0,65%
ANNEE 2011 (JORF du 03/02/2011)	0,38%
ANNEE 2012 (JORF du 08/02/2012)	0,71%

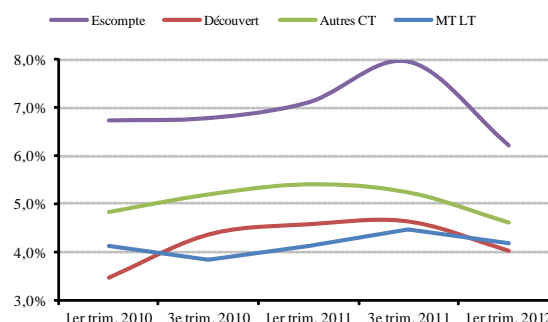
7.2 Les principaux taux de marché



Conjoncture financière et bancaire

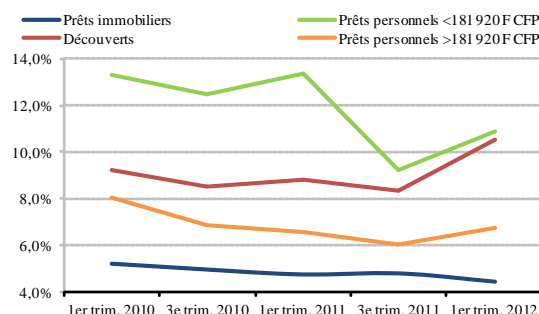
7.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises

	1er trim. 2010	3e trim. 2010	1er trim. 2011	3e trim. 2011	1er trim. 2012	Variation annuelle
Escompte	6,73%	6,78%	7,11%	7,96%	6,21%	-90 pb
Découvert	3,47%	4,37%	4,58%	4,64%	4,03%	-55 pb
Autres CT	4,83%	5,20%	5,41%	5,24%	4,61%	-80 pb
MT LT	4,12%	3,85%	4,13%	4,46%	4,18%	5 pb



7.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers

	1er trim. 2010	3e trim. 2010	1er trim. 2011	3e trim. 2011	1er trim. 2012	Variation annuelle
Prêts immobiliers	5,23%	4,97%	4,75%	4,80%	4,43%	-32 pb
Prêts immobiliers	-	5,30%	4,05%	-	-	-
Prêts personnels <181 920 F CFP	13,29%	12,49%	13,39%	9,25%	10,86%	-253 pb
Découverts	9,25%	8,55%	8,79%	8,34%	10,52%	173 pb
Prêts personnels >181 920 F CFP	8,08%	6,88%	6,60%	6,07%	6,75%	15 pb



7.5 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;

- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

Les articles 1^{er} et 61 de la loi du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation (dite loi Lagarde) ont modifié les modalités de fixation du seuil de l'usure pour les crédits aux particuliers autres que les crédits immobiliers. Dans les collectivités du Pacifique, les catégories d'opérations concernées sont, à compter du 1^{er} mai 2011, définies à raison du montant des prêts. L'arrêté du 22 mars 2011 fixe les montants qui définissent les catégories de prêts servant de base à l'application du régime de l'usure : montant inférieur ou égal à 357 995 F CFP, montant supérieur ou égal à 357 995 F CFP et inférieur ou égal à 715 990 F CFP, montant supérieur à 715 990 F CFP.

La loi Lagarde comporte également des mesures transitoires pendant une période ne pouvant excéder deux années. Les seuils de l'usure seront alors calculés pour sept catégories d'opérations en organisant un passage progressif des anciens vers les nouveaux taux de l'usure. La période transitoire doit permettre aux prêteurs de faire évoluer leur offre sans créer à court terme de risque pour l'accès au crédit.

Conjoncture financière et bancaire

<i>Particuliers</i>	2e trim. 2011	3e trim. 2011	4e trim. 2011	1er trim. 2012	2e trim. 2012
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	5,61%	5,97%	6,23%	6,24%	6,32%
- Prêts à taux variable	5,01%	5,33%	5,61%	5,83%	5,88%
- Prêts relais	5,99%	6,07%	6,28%	6,43%	6,48%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181 862 XPF	-	21,41%	21,03%	20,65%	20,56%
- Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181 862 XPF et < ou = à 357 995 XPF	-	19,37%	19,27%	19,15%	19,15%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181 862 XPF et < ou = à 357 995 XPF	-	11,22%	12,76%	13,98%	15,27%
- Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 357 995 XPF et < ou = à 715 990 XPF	-	18,61%	18,16%	17,69%	17,15%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 357 995 XPF et < ou = à 715 990 XPF	-	10,46%	11,65%	12,51%	13,27%
- Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 715 990 XPF	-	17,49%	16,62%	15,78%	14,81%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 715 990 XPF	-	9,34%	10,10%	10,60%	10,93%
<i>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	2e trim. 2011	3e trim. 2011	4e trim. 2011	1er trim. 2012	2e trim. 2012
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,12%	9,13%	9,61%	9,67%	8,99%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	5,01%	5,29%	5,52%	5,45%	5,35%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	5,77%	6,08%	6,36%	6,29%	6,37%
Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,77%	13,88%	13,84%	13,80%	13,67%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	5,65%	6,00%	6,36%	6,53%	6,49%
<i>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	2e trim. 2011	3e trim. 2011	4e trim. 2011	1er trim. 2012	2e trim. 2012
Découverts en compte	13,77%	13,88%	13,84%	13,80%	13,67%

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE
Responsable de la rédaction : Max REMBLIN
Editeur : IEOM
Achevé d'imprimer le 20 juin 2012
Dépôt légal : juin 2012 - N° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

Agence de Polynésie française
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@mail.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03